

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE SOCIALISME

ET LE

PRINCIPE DE POPULATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 12 février 1908, à 1 heure

PAR

Léon DUMAS

Président : M. DESCHAMPS, professeur.

Suffragants { *MM. CAUWÈS, professeur.*
ALGLAVE, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTES

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince 26

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE SOCIALISME

ET LE

PRINCIPE DE POPULATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 12 février 1908, à 1 heure

PAR

Léon DUMAS

Président : M. DESCHAMPS, professeur.

Suffragants { *MM. CAUWES, professeur.*
ALGLAVE, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince 26

—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- BASTIAT. — Œuvres complètes de F. Bastiat mises en ordre, revues et annotées d'après les manuscrits de l'auteur. Tome VI. *Harmonies Économiques*, 10^e édition. Paris, 1893.
- BEBEL. — La femme dans le passé, le présent et l'avenir. *Traduction Ravé*. Paris, 1891.
- BLANC (LOUIS). — Organisation du travail, 5^e édition.
- BLOCK (MAURICE). — Les progrès de la science économique depuis Adam Smith. 2^e édition, 1896.
- CABET. — Voyage en Icarie, 5^e édition, 1848.
- CAREY. — Principes de la Science sociale, 1860.
- CAUWÈS. — Cours d'Économie politique, 3^e édition, 1893.
- DÜHRING. — Kritische Geschichte der Nationalökonomie und des Socialismus, 1871.
- Cursus der National und Socialökonomie, 1873.
- DUMONT (ARSÈNE). — Dépopulation et civilisation, 1890.
- Natalité et démocratie, 1898.
- ENGELS. — Umriss zu einer Kritik der Nationalökonomie. *Annales franco-allemandes*, 1844.
- FOURIER. — Le Nouveau Monde industriel et sociétaire, 3^e édition, 1848.
- La fausse industrie, 1835-1836.
- GEORGE (HENRY). — Progrès et pauvreté. *Traduction Le Monnier*. Paris, 1887.

- CH. GIDE. — Principes d'économie politique, 10^e édition, 1906.
- GODWIN. — Enquiry concerning political justice, 1793.
- Recherches sur la population et sur la faculté d'accroissement de l'espèce humaine, contenant une réfutation des doctrines de M. Malthus sur cette matière. Traduction par F.S.Constancio, D.M.etc. 1821.
- KAUTSKY. — Der Einfluss der Volksvermehrung auf den Fortschritt der Gesellschaft, 1880.
- LASSALLE. — Discours et Pamphlets. Traduction Dave et Rémy. Paris, 1903.
- P. LEROUX. — De la recherche des biens matériels. Publié dans la *Revue sociale* ou solution pacifique du problème du prolétariat. Boussac, 1847.
- MALTHUS. — Essai sur le principe de population. Traduction Prévost. Paris, 1845.
- MARLO. — Untersuchungen über die Organisation der Arbeit oder System der Weltökonomie, 2^e édition, 1855.
- MARTELLO. — L'Economia politica antimalthusiana e il Socialismo, Venise, 1894.
- MARX (KARL). — Le capital. Traduction Roy.
- MENGER (ANTON). — Le droit au produit intégral du travail. Traduction Bonnet. Paris, 1900.
- L'état socialiste. Traduction Milhaud. Paris, 1904.
- NITTI. — La population et le système social, 1897.
- PROUDHON. — Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère, 4^e édition. Paris, 1872.
- RAMBAUD. — Histoire des doctrines économiques, 2^e édition.
- RODBERTUS. — Sociale Briefe an von Kirchmann, 1850-1851.
- SOETBER. — Die Stellung des Sozialisten zur Malthus'schen Bevölkerungslehre. Berlin, 1886.
- THOMPSON. — An inquiry into the principles of the distribution of wealth most conducive to human happiness, 1824.

INTRODUCTION

Ramassant en deux propositions les données qui se dégageaient de la vaste enquête à laquelle il s'était livré dans son *Essai sur le Principe de Population*. Malthus déclare : « Nous pouvons tenir pour certain que lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle va doublant tous les vingt-cinq ans, et croît de période en période selon une progression géométrique..... Nous sommes en état de prononcer, en partant de l'état actuel de la terre habitable, que les moyens de subsistance, dans les circonstances les plus favorables à l'industrie, ne peuvent jamais augmenter plus rapidement que selon une progression arithmétique (1). »

La population a tendance à s'accroître en progression géométrique, les subsistances ne peuvent s'accroître au mieux qu'en progression géométrique ! Il y a

1. MALTHUS. *Essai sur le Principe de Population*. Trad. Prévost, *op. cit.* pages 8-10.

donc pression constante de la population sur les moyens de subsistance, pression qui est constitutive de la misère sociale. Car il est bien clair que la population, en fait, ne peut s'accroître plus rapidement que les moyens de subsistance ; elle est constamment maintenue à leur niveau par les mille fléaux qui ravagent les sociétés : les famines, les épidémies, les guerres, et, toujours dominante, la misère, cause de mortalité infantine ou précoce. Le vice est aussi un obstacle à l'accroissement de la population, mais un obstacle préventif, de nature à éviter le fonctionnement des obstacles répressifs. Un autre obstacle, agissant dans le même sens, est, en tant que volontaire, propre à l'espèce humaine, c'est la contrainte morale.

Tous les obstacles qui, sous une forme ou sous une autre, contiennent la population dans certaines bornes, peuvent ainsi se réduire à ces trois classes : la contrainte morale, le vice et le malheur. Dès lors, le choix ne saurait être douteux. « Puisqu'il faut que la population soit contenue par quelque obstacle, il vaut mieux que ce soit par la prudente prévoyance des difficultés qu'entraîne la charge d'une famille que par le sentiment actuel du besoin et de la souffrance (1). »

Il faut que l'homme, tant qu'il ne se sent pas en mesure de nourrir et d'élever une famille, agisse sur

1. MALTHUS. *Op. cit.*, p. 467.

lui-même par une sorte de contrainte morale, qu'il s'abstienne du mariage et de tout ce qui s'intitule mariage ou lui ressemble. Comme moyen préventif à l'accroissement de population, et par suite, comme remède à la misère sociale, il ne faut compter que sur le sentiment de la prévoyance individuelle, c'est-à-dire, en somme, de la responsabilité individuelle.

Beaucoup d'économistes acceptèrent cette loi comme un dogme, comme un principe fondamental et désormais indiscutable. Pourtant l'accord ne fut pas unanime, quoique, dans la conclusion de son ouvrage, Malthus eût fait cette concession qu'il était probable qu'ayant trouvé l'arc trop courbé en un sens, il l'avait trop courbé de l'autre en vue de le redresser. Puis des disciples maladroits exagérèrent la théorie du maître et imaginèrent toutes sortes de moyens révoltants ou bizarres pour empêcher le débordement toujours imminent de la population. Peu à peu les critiques surgirent et se multiplièrent, à tel point que Garnier écrivait en 1857 que le nom de Malthus était un des plus impopulaires qu'il y eût.

Il faut tout particulièrement citer Bastiat: « Disciples de Malthus, dit-il, philanthropes sincères et calomniés, dont le seul tort est de prémunir l'humanité contre une loi fatale, la croyant fatale, j'aurai à vous soumettre une autre loi plus consolante : toutes choses égales, d'ailleurs, la densité croissante de la population équivaut à une facilité croissante de production. »

(*Harmonies Économiques: A la Jeunesse Française.*)

Et au chapitre de *l'Échange*, il développe cette idée: la production est subordonnée à l'échange ; les hommes échangent d'autant plus que l'échange rencontre de moindres obstacles, exige de moindres efforts. L'échange rencontre des obstacles, exige des efforts d'autant moindres que les hommes sont plus rapprochés. La plus grande densité de la population donne donc plus de puissance à l'appareil de l'échange, elle met en disponibilité une portion d'efforts humains, elle est une cause de progrès. Là, disait Bastiat, résidait l'élément que Malthus avait négligé de considérer, « l'élément qui, au lieu de discordance, nous permettrait de voir harmonie. » Et, de ces prémisses, il se proposait de tirer une conclusion tout à fait anti-malthusienne, que, dans une de ses dernières notes, il formulait ainsi : « Une population plus nombreuse, c'est un nouveau degré de supériorité donné aux facultés sur les besoins. » Pourtant, dans un chapitre postérieur des *Harmonies Économiques* (*De la Population*), il semble bien que Bastiat fasse une concession à Malthus. « Quelle qu'ait été l'intention de Dieu, la souffrance est entrée dans son plan..., même quand nous parviendrions à éloigner le châtement d'une manière complète, nous aurions à subir d'autant plus l'effort pénible de la prévoyance. » Mais là encore, quoique moins nette, se retrouve l'opposition aux idées de Malthus. L'auteur y fait res-

sortir nettement que les moyens d'existence (expression qu'il substitue à celle de moyens de subsistance, l'homme, dit-il, ne vivant pas seulement de pain) ne sont pas une quantité fixe, qu'ils varient suivant les temps, les lieux, les races, et aussi les habitudes qui font du bien-être acquis un véritable besoin.

En même temps que Bastiat, de l'autre côté de l'Atlantique, une voix s'élevait aussi contre la théorie de Malthus. Dans ses *Principes de la Science sociale* (chap. XLIX), Carey affirmait que l'offre des subsistances avait augmenté dans la même proportion que la population dans les différents États européens, et que dans tous les pays où la population et la richesse avaient pu croître librement, « l'homme avait acquis plus grande faculté sur le trésor de la nature. » Et, comme son illustre contemporain, il concluait que plus le consommateur était proche du producteur, plus la population était dense, par conséquent plus la production était augmentée.

Plus récemment, le 9 septembre 1876, M. Paul Leroy-Beaulieu écrivait dans l'*Économiste français* que la doctrine de Malthus était très exagérée et surtout très prématurée. Le nombre des hommes s'est considérablement accru, et pourtant chacun est mieux nourri, mieux logé, mieux vêtu qu'autrefois. Peut-être le cri d'alarme de Malthus se concevrait-il si le globe était entièrement habité et si les immenses solitudes de l'Afrique et de l'Asie centrale étaient cultivées

à l'instar du continent européen. « La Providence s'est trompée, en faisant naître à la fin du XVIII^e siècle un homme qui eût dû appartenir au XXI^e. »

Mais les attaques les plus vives ne vinrent pas du côté des économistes. Malthus, en effet, avait appuyé sur cette idée que la principale cause des misères sociales était dans l'incurie et dans l'insouciance des individus qui s'abandonnent aveuglément à leur instinct de reproduction. Il avait insisté sur le principe de responsabilité individuelle, il avait vu là le seul remède, et, tout en reconnaissant la hauteur de leurs vues, il avait porté un jugement de condamnation sur tous les grands plans d'organisation socialiste.

Nous nous proposons d'examiner dans cet ouvrage l'attitude des socialistes vis-à-vis du principe de population. Nous verrons d'abord comment il fut accepté par les contemporains, par Godwin et par les réformateurs du commencement du XIX^e siècle, puis nous étudierons les diverses doctrines socialistes des environs de 1840 dans leurs rapports avec ce principe. Nous nous attacherons ensuite au socialisme scientifique ou marxiste. Enfin nous consacrerons une dernière partie aux représentants du socialisme contemporain.

Peut-être sera-t-on porté à n'accorder à notre étude qu'un intérêt purement doctrinal. La question de la

population, en effet, se présente actuellement sous un aspect tout différent: la crainte d'une surpopulation paraît chimérique, dénuée de toute réalité objective. En France particulièrement, les esprits sont bien plus préoccupés de la diminution de la natalité que d'un accroissement trop rapide.

Cependant le problème subsiste entier au regard d'une société collectiviste. Le danger signalé par Malthus n'est-il pas à redouter de l'avènement du régime collectiviste? Le silence des représentants actuels des doctrines socialistes n'est-il pas dicté par une pure raison de tactique?

PREMIÈRE PARTIE

LES SOCIALISTES DU COMMENCEMENT DU XIX^e SIÈCLE

Godwin (1).

Le premier socialiste dont nous allons avoir à nous occuper est Godwin. On peut, d'ailleurs, d'une façon générale, dit M. Anton Menger, le considérer comme le premier socialiste scientifique des temps modernes, chez lequel on trouve déjà en germe toutes les idées du socialisme contemporain (2).

Pour Godwin, les maux qui ravagent les sociétés ne viennent pas de la nature des choses. L'homme (c'est là le contre-coup des idées de J.-J. Rousseau) est

1. GODWIN. *Enquiry concerning political justice*, 1793.

Recherches sur la population et sur la faculté d'accroissement de l'espèce humaine contenant une réfutation des doctrines de M. Malthus sur cette matière ; Traduit par F.-S. Constanancio, D. M. etc. 1821.

2. ANTON MENER. *Le droit au produit intégral du travail*. Trad. Bonnet, op. cit. p., 59.

naturellement bon; ce sont les institutions humaines les vices et l'incurie des gouvernements qui produisent la misère. Dans un état de société où tous les hommes participeraient également aux bienfaits de la nature, le principe étroit de l'égoïsme disparaîtrait. Nul n'étant réduit à garder soigneusement sa petite portion de biens, ou à pourvoir avec anxiété à ses besoins, chacun perdrait de vue son intérêt individuel pour ne s'occuper que du bien commun. L'État autoritaire doit donc disparaître; il faut abolir toute autorité centrale exécutive ou législative; la fortune doit être répartie d'une manière égale entre les membres de la communauté (1).

Après avoir ainsi esquissé le plan de la société qu'il préconise, et l'avoir dépeinte sous des couleurs brillantes, Godwin s'arrête à une objection qui pourrait lui être faite. L'excès de population ne serait-il pas à craindre dans une telle société? Car le mariage est une fraude et un monopole, et le commerce entre les sexes serait établi sur le principe de la plus parfaite liberté. Ce danger, Godwin le déclare très anticipé, il ne vaut pas de s'y arrêter. Les trois quarts du globe habitable, en effet, ne sont pas encore en culture, et les parties déjà cultivées sont susceptibles d'incalculables améliorations. Pendant des milliers de siècles la population peut croître constamment,

1. GODWIN. *Enquiry concerning political justice*, 1793.

sans qu'il y ait lieu d'appréhender que la terre ne puisse suffire à lui assurer les moyens de subsistance.

Le principe de la perfectibilité humaine ne semblait pas à l'époque être une utopie, et aux yeux de beaucoup, il paraissait qu'il suffisait d'accomplir des réformes politiques pour que cette perfectibilité n'eût plus de bornes. *L'Essai sur la justice politique* rencontra donc un grand nombre d'admirateurs et dans ce nombre se trouvait le propre père de Malthus, Daniel Malthus.

Mais la crise aiguë que traversaient alors l'agriculture et l'industrie anglaises, jointe aux appréhensions suscitées chez les classes possédantes par les désordres qui sévissaient en France, ne devaient pas tarder à provoquer une réaction pessimiste. Thomas-Robert Malthus se fit l'interprète de cette réaction, et en 1798, parut un opuscule intitulé « *An essay on the principle of population as it affects the future improvement of society with remarks on the speculations of Godwin, Condorcet, and other writers.* » Malthus exposait que la cause principale de la misère se trouvait, non pas dans la forme des gouvernements, mais dans la tendance naturelle de chaque peuple à se multiplier d'une manière trop rapide par rapport à ses subsistances. Il montrait que les seuls obstacles à l'accroissement de la population consistaient dans le vice et le malheur. Il attaquait franchement tous les systèmes d'égalité et posait en

principe qu'un « homme qui naît dans un monde déjà occupé, si sa famille ne peut pas le nourrir, ou si la société ne peut utiliser son travail, n'a pas le moindre droit à réclamer une portion quelconque de nourriture, il est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert mis pour lui. La nature lui commande de s'en aller, et elle ne tarde pas à mettre elle-même cet ordre à exécution » (1).

Les classes privilégiées de la société anglaise acceptèrent avec enthousiasme la nouvelle doctrine, et le succès de l'*Essai* fut énorme.

Quant Malthus vit le bruit fait par son ouvrage, il comprit qu'il lui fallait le contrôler et en vérifier soigneusement les assises pour en faire une œuvre vraiment scientifique, dépouillée de son caractère occasionnel et politique. Il entreprit donc une vaste enquête à travers l'histoire et les divers pays, rassembla des statistiques, et en 1803, publia une seconde édition de son *Essai sur le principe de population*. Le principe posé dans l'édition de 1798 restait le même, mais Malthus introduisait dans sa théorie de la population un élément nouveau, d'une importance capitale : l'obstacle préventif, ou la contrainte morale. Dès lors sa théorie n'avait plus le caractère

1. Ce passage qui se trouve dans la première édition de l'*ESSAI* a été supprimé par l'auteur dans les éditions suivantes.

fataliste et pessimiste qu'il était difficile de lui contester sous sa forme primitive. S'il dépend de l'homme, en effet, d'opposer un frein à la passion qui le pousse à se multiplier, sa destinée est entre ses mains. L'obstacle préventif peut faire la besogne nécessaire de l'obstacle répressif et le remplacer, en épargnant à l'espèce humaine les maux et les souffrances qu'implique la mise en œuvre de ce dernier. Il suffit de contenir et de régler la puissance formidable du principe de population.

Malgré l'enthousiasme avec lequel fut accueillie la nouvelle édition de l'*Essai sur le Principe de Population*, la théorie de la perfectibilité humaine trouva encore des défenseurs, et en 1820, Godwin publia l'*Inquiry on Population*.

Dès les premières pages de l'ouvrage, Godwin expose clairement le but qu'il poursuit : L'expérience nous apprend que l'espèce humaine ne s'est point accrue depuis les temps les plus reculés ; dans notre vieux monde, elle est dès à présent stationnaire, et il n'est pas douteux qu'en Amérique, depuis sa découverte, la race indigène a considérablement diminué. Contre tout cela, Malthus allègue une exception : aux États-Unis d'Amérique, dit-il, depuis cent cinquante ans, la population, par le seul fait de la procréation, a plus que doublé tous les vingt-cinq ans ; et cette exception, il la convertit en règle : puisque la population double tous les vingt-cinq ans aux États-Unis,

il faut que cette tendance soit inhérente à l'espèce humaine. Il devrait donc en être de même dans le monde entier, si certaines causes ne venaient pas faire obstacle à cet accroissement. La théorie de Malthus ne repose ainsi sur rien. il est temps de renverser ce château de cartes. Et à son tour, Godwin se livre à une enquête sur les conditions matérielles de l'accroissement de l'espèce humaine.

Tout d'abord Godwin commence par déterminer la période pendant laquelle les femmes sont aptes à la procréation. Il pose comme principe général qu'elles cessent d'y être propres après leur quarante-cinquième année, et que l'âge où commence la faculté d'engender, variable suivant les climats, suivant les mœurs est de vingt ans. La période pendant laquelle la procréation reste possible est donc de vingt-cinq ans : elle commence à l'âge de vingt ans, et prend fin à quarante-cinq. Sans doute, cette précision n'a rien d'une rigueur mathématique, c'est une moyenne. Mais il est reconnu que les mariages précoces ne sont pas favorables à une nombreuse progéniture. Et d'autre part, il est certain que le nombre des femmes qui cessent de pouvoir engendrer avant quarante-cinq ans est au moins aussi grand que celui des femmes qui deviennent mères avant d'avoir atteint leur vingtième année (1).

1. GODWIN, *Recherches sur la population et sur la faculté*

Ce principe Godwin va le rapprocher des statistiques de la Suède. Godwin, en effet, dans l'enquête à laquelle il va se livrer, sur les conditions naturelles de l'accroissement de l'espèce humaine, fait choix de la Suède comme étant l'exemple le plus favorable. Pourquoi ainsi faire porter son attention sur la Suède ? De ce choix, il donne deux raisons. D'une part, la Suède est presque isolée du reste du monde, elle reçoit très peu d'émigrants. D'autre part les statistiques de la population en Suède, les tables de Warrentin sont les plus perfectionnées qui existent (1).

Si donc l'on rapproche le principe énoncé plus haut des statistiques de la Suède, on fait, entre autres remarques, les constatations suivantes : 1° Les femmes nubiles n'excèdent pas le cinquième de la population ; 2° le nombre des femmes nubiles ne s'accroît que très faiblement d'une génération à l'autre ; 3° le nombre des naissances pour chaque mariage ne s'élève pas par terme moyen au delà de quatre. Encore devrait-on tenir compte de ce fait que toutes les femmes qui deviennent nubiles ne se marient pas et que parmi celles qui se marient, il en est qui demeurent stériles (2).

Quoi qu'il en soit de cette observation en Suède,

d'accroissement de l'espèce humaine. Trad. Constancio, livre II. chap. III, p. 209 et suiv.

1. GODWIN, livre II, chap. IV, p. 216 et suiv.

2. GODWIN, livre II, chap. VII, p. 268-269.

Godwin conclut que, si la faculté d'accroissement existe, elle est du moins restreinte dans des limites très étroites : un doublement en un peu plus de cent ans. Et il attribue à ce résultat, puisque rien n'y vient contredire, une signification et une portée générales. Un doublement de l'espèce humaine en moins de cent ans n'est pas possible (1).

La contradiction apparaît ici manifeste avec la proposition de Malthus que, dans les pays neufs, spécialement aux États-Unis d'Amérique, la population a crû dans des proportions plus que géométriques. Cette opposition ne va-t-elle pas ruiner le principe que Godwin s'efforce d'établir ou tout au moins l'enfermer dans certaines limites ? En aucune façon. L'accroissement si rapide de la population aux États-Unis, répond Godwin, ne peut être l'effet du seul principe de procréation. Pour que la population par le seul effet de la procréation puisse augmenter du double tous les vingt-cinq ans, il faudrait admettre en moyenne huit naissances par mariage. Or, aux États-Unis, la fécondité de l'espèce humaine ne diffère pas absolument de ce qui a lieu dans les différents pays de l'Europe. Si l'on consulte en effet le cens de 1810, on constate que le nombre des habitants blancs libres au-dessous de seize ans, dans toute l'Union, s'élevait à 2.933.211 et que celui des

1. GODWIN, livre II, chap. X, p. 323.

habitants blancs libres au-dessus de seize ans était de 2.928.882. Si l'on se rappelle l'idée qui se dégage des statistiques de la Suède, à savoir que les femmes nubiles n'excèdent pas le cinquième de la population, et si après avoir tenu compte de ce que toutes ne se marient pas et que certaines demeurent stériles, on rapproche cette observation des chiffres concernant la population aux États-Unis, on constate que là encore il n'y a pas, en moyenne, plus de quatre enfants pour chaque femme capable de devenir mère. La puissance de l'instinct de reproduction est ainsi sensiblement la même que dans le reste du globe.

Que l'on considère maintenant le chiffre de la mortalité. Puisque les obstacles à l'accroissement de la population qui agissent dans les vieux pays font défaut, quelle est la proportion de la mortalité ? La mortalité est-elle plus faible ? Godwin ne le pense pas davantage : le nombre de ceux qui meurent de maladie reste sensiblement le même. Dès lors une seule raison peut être donnée de l'accroissement si rapide de la population aux États-Unis : c'est l'émigration. De telle sorte que l'exception dont est parti Malthus pour édifier sa loi n'en est même pas une et que pas plus aux États-Unis que dans la vieille Europe, la population n'a tendance à s'accroître en progression géométrique par périodes de vingt-cinq ans⁽¹⁾.

1. GODWIN, livre IV, chap. IX, p. 197.

Ainsi la population, dans les circonstances les plus favorables, a tendance à doubler en un peu plus de cent ans. Pourtant, dit Godwin, il ne semble pas que le globe soit plus peuplé aujourd'hui qu'il y a des milliers d'années. C'est donc que cet accroissement est continuellement contrecarré. Qui est-ce qui entrave ainsi la population dans son développement ? Quelles sont les forces qui empêchent la population de s'accroître, même, dans une progression aussi lente ?

Malthus assure que la population est réprimée par l'effet du vice et de la misère, et il ajoute que cela dérive de la tendance constante des individus à s'accroître de tout temps et en tous lieux au delà des moyens de subsistance.

Il est bien certain qu'entre autres causes, le vice et la misère contribuent à entraver l'accroissement de la population. Mais faut-il faire dériver ces causes de la tendance constante de l'espèce humaine à s'accroître au delà des moyens de subsistance ? Tel n'est pas l'avis de Godwin. Il imagine une contrée quelconque, capable de fournir les moyens de subsistance nécessaires à l'entretien de mille habitants, et il suppose que, dans cette contrée, la population, parvenue à ce chiffre de mille habitants, ait tendance à s'accroître encore. Elle se trouve alors arrêtée par le manque des moyens de subsistance : il y a pression de la population sur les moyens de subsistance. Par l'effet des différents obstacles répressifs, le chif-

fre des habitants est ramené à cinq cents. Puisque par hypothèse, ce pays est capable de nourrir le double d'habitants, il devrait s'effectuer un prompt repeuplement. Mais rien n'est moins certain, et on ne trouve nulle part d'exemple où les choses se soient passées de la sorte. « Partout où la population commence à décroître, le mal ne cesse de faire des progrès. Dans de tels pays, on ne voit pas, comme cela devrait l'être, d'après les principes de *l'Essai sur la Population*, un flux et un reflux périodiques du nombre des habitants, ou pour mieux dire, une sorte de ressort qui, aussitôt que la compression appliquée a été poussée jusqu'à un certain point, fait reprendre à la population toute son élasticité et sa force. Partout, au contraire, où la population éprouve un décroissement considérable, et longtemps prolongé, on ne verra jamais, je pense, le pays recouvrer son ancienne prospérité et sa population, à moins de devenir le siège de l'établissement d'une nouvelle race d'hommes qui aillent y fixer leur demeure (1) ». Ce qui entrave la population dans son développement, ainsi, ce n'est pas sa tendance à dépasser sans cesse ses moyens de subsistance. La population, dit Godwin, se montre comme un « principe intermittent », qui agit par intervalles et par saccades.

Si l'on étudie maintenant les causes de cette mar-

1. GODWIN, *Op. cit.*, livre III, chap. I, p. 19.

che irrégulière, celles qui se présentent tout d'abord à l'esprit sont la guerre, les maladies pestilentiellles et la famine. A côté de celles-là, Malthus en indique d'autres telles que les occupations malsaines, les travaux rudes, l'exposition à l'inclémence des saisons, l'extrême pauvreté, le peu de soin donné aux enfants en nourrice, les villes très populeuses, les excès de tout genre, en un mot le vice et la misère. Mais toutes ces causes, exception faite pour la guerre, la famine et la peste, sont obscures, et il en est d'autres plus puissantes : les conquêtes et le mauvais gouvernement. Après la conquête, en effet, l'envahisseur, dans les temps anciens, livrait les villes au pillage et à l'incendie, et massacrait la population entière sans même épargner les femmes et les enfants, à moins qu'il ne la réduisit en esclavage. Il est vrai que dans les temps modernes, ces exterminations deviennent de plus en plus rares, et même ont presque disparu. Pourtant, ne voit-on pas les peuplades encore barbares, sans cesse refoulées par la civilisation croissante, cantonnées, comme c'est le fait aux États-Unis d'Amérique, dans certains districts disparaître peu à peu ? Mais c'est surtout dans le mauvais gouvernement, par les vexations et les contributions de toute sorte que le pouvoir impose à ses administrés et qui sont autant de causes de gêne et de ruine, que Godwin voit un obstacle à l'accroissement de la population. Et, chose tout à fait digne de remarque, l'exemple

qu'il donne des effets d'un mauvais gouvernement, Godwin l'emprunte à Malthus. « La cause fondamentale de la faible population de la Turquie, comparée à l'étendue du territoire de cet empire, écrit celui-ci, est, sans contredit, dans la nature de son gouvernement (1). »

Telles sont les causes, « non pas invisibles et mystérieuses », mais, au contraire, « bien apparentes, palpables, et consignées dans les pages de l'histoire du genre humain », qui arrêtent la population, et sans lesquelles, elle pourrait s'accroître, lentement, il est vrai, mais d'une manière régulière.

Ainsi donc, l'homme, considéré d'une manière absolue, possède la faculté d'accroître le nombre des individus de son espèce. Mais cette augmentation ne se produit pas telle que Malthus la présentait. La progression géométrique ne s'est jamais réalisée nulle part, l'accroissement ne s'est jamais élevé au double dans un siècle. Et encore, il ne semble pas que ce rapport se soit soutenu et que la population générale du globe ait augmenté depuis les temps les plus reculés. « Et tant que les affaires humaines ne seront pas mieux conduites et sous de meilleurs auspices qu'elles ne l'ont été jusqu'à présent, sous les gouvernements les mieux réglés, il n'y aura point d'accroissement absolu de la population. »

1. MALTHUS. *Essai sur le principe de population*. Trad. Prévost, p. 109.

D'ailleurs, en admettant même ce doublement de la population, y a-t-il lieu de concevoir quelque inquiétude en ce qui concerne l'avenir ? La terre pourrat-elle toujours suffire à la subsistance d'une population sans cesse croissante ? Godwin ne méconnaît pas l'importance de la question, mais il se hâte d'affirmer qu'il ne saurait y avoir là un sujet d'alarme. Il s'en faut de beaucoup que tout le sol de notre planète soit déjà cultivé, d'immenses solitudes restent encore à défricher dans l'ancien comme dans le nouveau continent. Le fussent-elles, d'ailleurs, l'homme, dans les sociétés civilisées, ne peut jamais éprouver de difficulté pour se procurer de la nourriture. Les moyens que la terre offre pour se procurer de la subsistance n'ont point de limites définies et il est impossible de vouloir assigner au progrès des bornes infranchissables. Il est vraisemblable, on peut même affirmer que « la faculté d'accroissement progressif des hommes ne devancera jamais la faculté progressive de perfectionnement que l'esprit humain est susceptible de développer dans la production des moyens de subsistance (1). »

Telles sont les idées générales de Godwin, en ce qui touche la question de la population. Il convient, dès maintenant, de faire les plus expresses réserves

1. GODWIN. *Recherches sur la population*. Trad. Constan-
cio, 1821, *op. cit.*, t. VI, chap. IX, p. 469,

sur l'impartialité et la justice de cet auteur. Dans les dernières pages de son *Enquête sur la population*, il dit, en effet : « Je suis convaincu que M. Malthus n'a écrit son premier petit volume in-8°, qui parut en 1798, que comme un jeu d'esprit, une espèce de plaisanterie qui ne pouvait manquer de procurer à son auteur la réputation méritée d'homme d'esprit(1). » Selon lui, Malthus aurait dû éprouver une profonde stupéfaction quand il aurait vu l'accueil enthousiaste qui était fait à ses « spéculations », et c'est alors seulement qu'il aurait décidé d'établir sa loi sur des bases plus solides et, dans ce but, de refondre complètement son ouvrage. Nous ne croyons pas que tel ait été le dessein de Malthus. Nous avons esquissé antérieurement l'état des esprits en Angleterre à la fin du dix-huitième siècle et nous avons montré quel but, politique tout d'abord, en 1798, puis scientifique en 1803, s'était proposé Malthus, quand il avait énoncé son fameux principe de population.

Du reste un reproche beaucoup plus grave est à faire à Godwin. Il est bien certain que, sous sa forme primitive, la théorie de Malthus avait un caractère fataliste et pessimiste qu'il était difficile de contester. Si la population, en se développant en raison géométrique, tend constamment à dépasser les

1. GODWIN. *Op. cit* ; l. VI, chap. I, p. 302.

moyens de subsistance qui, eux, ne peuvent croître qu'en progression arithmétique, et si le seul remède est dans l'action des fléaux destructeurs de la vie humaine, il est clair que toute tentative d'amélioration du sort de la multitude est destinée à demeurer vaine. Mais, dans la seconde édition de l'*Essai*, Malthus, en même temps qu'il supprime certains passages, introduit à côté des obstacles répressifs, un obstacle préventif, la contrainte morale.

Il dépend dès lors de l'homme, par le jeu de cette contrainte morale, que les maux et les souffrances, occasionnés par la mise en œuvre des obstacles répressifs disparaissent. Pourtant Godwin persiste à ne tenir aucun compte de l'obstacle préventif. Il reconnaît parfaitement que Malthus, dans le dernier exposé de sa doctrine, oppose trois obstacles à l'accroissement de population : le vice, la misère et la contrainte morale. « A mesure, dit-il, qu'il a poursuivi plus sérieusement ses recherches, et qu'il a cru poser les bases d'un code propre à régir les natures et à décider du sort d'une postérité éloignée, il a modifié les opinions qu'il avait émises dans la première édition, en supposant l'action d'un autre obstacle, à l'accroissement de la population, qui ne saurait être compris sous la dénomination de vice ni de misère(1). » Mais il ajoute aussitôt que tous les changements

1. GODWIN. *Op. cit.*, l. VI, chap. I, p. 303.

apportés à la première édition de l'*Essai* ne sont que des sacrifices dictés par la bienséance et faits seulement pour ménager la susceptibilité de certains lecteurs. Ils n'ont nullement été suggérés par la moindre variation d'opinion de la part de l'auteur. La contrainte morale n'a que très faiblement agi dans les temps passés, faut-il fonder quelque espoir sur son influence future ?

A la vérité, on doit reconnaître que Malthus n'avait pas une confiance illimitée dans le fonctionnement de la contrainte morale. Mais il avait foi dans les progrès de l'éducation et, en particulier, dans la propagation des principes de l'Économie politique, pour substituer l'obstacle préventif à l'obstacle répressif. Il déclarait que le seul objet qu'il avait en vue était d'améliorer le sort des classes inférieures de la société et d'augmenter leur bonheur. Pouvait-il, dès, lors, engager à se marier un homme qui ne saurait suffire à l'entretien de sa famille et à l'éducation de ses enfants ? D'ailleurs, il ne prévoyait pas que la contrainte morale fut un obstacle qui dût fonctionner sans cesse. Il ne méconnaissait pas que la population était un élément de puissance d'un État et qu'à certaines périodes on devait la laisser s'accroître librement.

Par contre, nous avons vu que si Godwin fait aussi peu de cas de la contrainte morale, il est un autre obstacle auquel il attache la plus grande importance :

le mauvais gouvernement. A tel point qu'il le considère comme s'opposant rigoureusement à un accroissement absolu de la population. Nous ne contestons pas qu'un mauvais gouvernement ait pour résultat d'entraver le développement de la population d'un pays, et Malthus lui-même l'avait hautement proclamé en ce qui concerne la Turquie. Mais nous ne croyons pas cependant qu'il faille attribuer à cette cause une si grande importance, lui faire une place à part parmi les divers obstacles à l'accroissement de la population.

Enfin, il faut constater que Godwin n'a pas su pressentir l'accroissement de la population qui est survenu au cours du xix^e siècle. Il déclare qu'un progrès régulier et un accroissement non interrompu est une chose à laquelle il ne faut pas s'attendre de longtemps. Pourtant n'avons-nous pas vu la population de l'Europe, qui était de 175 millions d'habitants en 1800, s'élever à 289 millions en 1860, et à 389.500.000 en 1900 (1) ? Et cette augmentation n'est pas restée propre aux vieux pays civilisés, elle s'est manifestée avec une intensité au moins égale dans le monde entier.

1. LEVASSEUR, *Grande Encyclopédie*.

Thompson(1).

L'œuvre de Godwin n'eut qu'un succès tout à fait relatif. Pourtant il a eu sur les anciens socialistes anglais, et par suite, indirectement, sur le mouvement socialiste actuel une influence considérable.

Dans son livre *On the Effects of Civilisation on the People in European States* (1805), Hall étudie les effets que les progrès de la civilisation ont eus sur l'état social des masses ouvrières. Mais il ne se préoccupe nullement de la question de la population. Il se borne à faire cette constatation que le progrès de la richesse a augmenté d'une façon continue le travail des pauvres et le revenu sans travail des riches, à un degré tel qu'en Angleterre, les classes ouvrières ne peuvent consommer qu'un huitième du produit de leur travail. Cet état de choses, dit Hall, doit être supprimé. Et son plan de réformes repose sur deux principes : chacun ne doit travailler que le temps nécessaire pour entretenir sa famille ; chacun doit jouir du produit intégral de son travail.

Le plus célèbre des socialistes anglais, Robert Owen, n'a pas envisagé lui non plus, dans ses ouvrages, la question de la population. Mais le problème

1. THOMPSON. *An inquiry into the principles of the distribution of wealth most conducive to human happiness*, 1824.

a été considéré sous tous ses aspects par un de ses disciples, et non le moindre : William Thompson.

Le point de départ de Thompson est le même que pour Malthus. Comme lui, il reconnaît que les subsistances ne peuvent s'accroître aussi rapidement que la population ; « la capacité naturelle d'accroissement de l'espèce humaine est plus grande qu'aucune capacité naturelle connue d'augmenter la nourriture nécessaire pour l'entretien des hommes (1). » Dès lors, si cette disproportion existe, il en découle nécessairement une longue suite de misères. C'est là une source de souffrances ; il faut de toute nécessité que des forces contraires viennent s'opposer à cette puissance de l'accroissement de la population, maintenant constamment la population au niveau des moyens de subsistance.

Mais cette source de misère, Thompson affirme qu'il est au pouvoir de l'homme de la faire disparaître. Les familles les plus nombreuses de la société, en effet, sont les familles pauvres. Le nombre des enfants dans la classe aisée est relativement beaucoup plus faible que parmi les ouvriers. Ces classes aisées observent une plus grande prévoyance dans les relations entre époux. Or, si cette prévoyance existe dans certaines classes, c'est que rien ne s'oppose natu-

1. SOETBER. *Die Stellung der Socialisten zur MALTHUS'SCHEN, Bevoelkerungslehre*, 1886, p. 21.

rellement à sa propagation dans la société tout entière. Ce qu'il faut donc, c'est développer le sentiment de la prévoyance, de l'empire sur soi-même. Là est la solution de la question de la population.

La doctrine de Thompson est ainsi celle de Malthus. Il faut s'attacher à développer le sentiment de la prévoyance. Mais tandis que Malthus compte seulement sur les progrès de l'éducation et la propagation des principes de l'économie politique pour développer ce sentiment, Thompson va beaucoup plus loin : son système comporte une réforme complète de notre organisation sociale. Il faut qu'un certain nombre de personnes, 500 à 2000 ou davantage, qui, par leur coopération mutuelle, peuvent satisfaire les besoins les plus nécessaires à l'existence, se réunissent librement, pour produire, par l'effort commun, ces moyens de jouissance, et faire toujours ainsi concorder l'offre et la demande.

Par la fondation libre de ces communautés socialistes, Thompson pense écarter tous les maux qui affligent la société, en même temps que ce système développerait le sentiment de la prévoyance. Car, dit-il, dès que l'homme s'est créé des habitudes de bien-être, un genre de vie aisée, ce qui serait le cas, il devient par cela même plus prévoyant. L'inclination au mariage qui entraîne avec elle, par les enfants qui doivent en naître, l'abandon d'une partie du bien-être acquis, devient moins forte. L'homme ne se

résout au mariage que lorsqu'il se sent capable de nourrir une famille, sans pour cela consentir de trop grands sacrifices. « Le grand avantage, dit Thompson, de la communauté coopérative sur un nombre égal d'individus concurrents, consiste dans ce que la question est toujours exposée clairement devant la communauté entière, que tout jeu dans la spéculation individuelle est exclu, que l'imprévoyance est si clairement mise en lumière et que l'opinion publique est si forte que cette imprévoyance est moralement impossible (1). »

Il paraît exact qu'une plus grande prudence dans les relations matrimoniales soit l'effet général d'une honnête aisance. Mais on peut se demander si ce résultat se produirait dans le système d'organisation sociale préconisé par Thompson. Qu'il se réalise dans une société individualiste, cela n'est pas douteux car alors l'intérêt personnel joue, pleinement, le principe de la responsabilité individuelle est hautement proclamé. Mais dans les communautés socialistes libres de Thompson, ce principe de responsabilité, sans être complètement annihilé, est fortement réduit. Le fardeau d'une famille nombreuse ne se fait plus sentir sur chacun comme en régime individualiste. Que l'on ajoute que tous les membres de ces communautés doivent recevoir de la com-

1. SOETBER, p. 22.

munauté la nourriture, le vêtement et le logement, que cette répartition doive se faire d'après les besoins et encore que les enfants doivent être élevés en commun. Peut-être objectera-t-on que l'idée de la solidarité, la considération du bien et du mal de l'ensemble agiront comme forces réfrénatrices et n'auront pas moins d'efficacité que le simple intérêt personnel. On ne saurait l'affirmer *a priori*, et il est puéril de s'en tenir à de telles hypothèses. Nous ne nions pas que, par la diffusion de l'éducation, la masse n'acquière des habitudes de prévoyance et que le principe de la solidarité ne doive être reconnu et proclamé un jour. Mais il est fou de spéculer sur un changement aussi complet et aussi rapide de la nature humaine.

D'ailleurs, il convient de remarquer que Thompson lui-même a parfaitement reconnu les insuffisances que nous venons de signaler. Il va donc modifier sa théorie à tel point que la prévoyance individuelle ne sera pas absolument nécessaire dans l'organisation qu'il recommande. « La société, dit-il, réglera le nombre des mariages et disposera seulement d'un certain nombre de chambres particulières pour les gens mariés (1). » Il estime que, dans ces conditions, les mariages deviendront naturellement tardifs : l'âge auquel ils seront permis ne sera atteint qu'une di-

1. SOETBER, *loc. cit.*, p. 22.

zaine d'années plus tard, que là où le rapport entre le chiffre de la population et la quantité des moyens de subsistance permettrait un accroissement plus rapide. Pour réaliser le principe de l'équilibre de la population, il sacrifie la liberté.

Abstraction faite de cette atteinte portée à la liberté individuelle, nous devons tout d'abord nous demander si l'on doit avoir confiance dans cette sorte de réglementation des rapports entre les sexes. La considération de l'intérêt de la collectivité sera-t-elle assez forte pour imposer aux hommes des privations de ce genre? Ne faudra-t-il pas que la loi intervienne et édicte des mesures rigoureuses pour sanctionner ses prescriptions? Et ces mesures de rigueur elles-mêmes suffiront-elles, lorsqu'à la force de la passion se joindra l'attrait du fruit défendu? Nous ne le croyons pas; la loi demeurera sans effet, elle restera lettre morte.

Mais, en admettant même que le résultat désiré soit obtenu, il faut se demander si ce résultat ne serait pas acheté au prix d'un trop grand sacrifice. Il est peu probable que les hommes, même dans les communautés socialistes de Thompson, consentent d'un cœur léger à abandonner une liberté qui leur est aussi chère. Y consentiraient-ils d'ailleurs, il s'agirait encore de savoir s'il convient de sacrifier complètement l'individu à la société, encore qu'il s'agisse de son bonheur. Il ne faut pas oublier que la société a

pour but le développement des facultés de chacun, l'amélioration de la condition de chaque individu. Ne va-t-on pas à l'encontre de ce résultat quand on supprime complètement la liberté ? Les socialistes contemporains l'ont bien compris, et ils s'efforcent, de nos jours, de se donner comme les plus grands propagandistes de la liberté, de présenter leur doctrine comme la seule qui fasse l'individu vraiment libre.

Fourier (1).

Il ne semble pas, au premier abord, que Fourier eût dû se préoccuper du principe de l'équilibre de la population. Car, par l'importance et la direction nouvelle donnée à l'industrie agricole, qui, dans le monde d'Harmonie, est destinée à prendre une place prépondérante, par la division du travail poussée à ses dernières limites, par l'emploi, dans la consommation, de l'association sur grande échelle, par la suppression de tous les intermédiaires et la constitution de grandes associations autonomes se suffisant à elles-mêmes, des économies sérieuses sont réalisées dans la consommation en même temps que s'accroît la production. Fourier va jusqu'à parler de dividen-

1. FOURIER. *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire*, 3^e édition, 1848.

La fausse industrie, 1835-1836.

des de 30 et 36 0/0 de quadruple et sextuple produit.

Pourtant les causes multiples, tant physiologiques que morales et sociales de l'accroissement possible de la population dans le monde sociétaire, ne passent pas pour lui inaperçues et il proclame hautement l'importance du problème. « Parmi les inconséquences et les étourderies de la politique moderne, il n'en est pas de plus choquante que l'oubli de statuer sur l'équilibre de population, sur la proportion du nombre de consommateurs avec les forces productives. En vain découvrirait-on des moyens d'atteindre au quadruple et même au centuple produit, si le genre humain était condamné à pulluler comme aujourd'hui, amonceler toujours une masse de peuple triple et quadruple du nombre auquel on doit se fixer pour maintenir l'aisance graduée parmi les diverses classes (1). »

Comment donc nourrir une population sans cesse croissante ? « On répond qu'il faudra coloniser, envoyer des essaims ; c'est escobarder sur la question ; car si le globe entier était peuplé, porté au complet, où pourrait-on envoyer des essaims coloniaux (2) ? » Certains objectent, il est vrai, que le globe n'est pas entièrement peuplé et ne le sera pas de sitôt. C'est

1. FOURIER : *Nouveau Monde industriel et sociétaire*, 3^e édition, 1848. *Op. cit.*, p. 335.

2. *Id.*, p. 336.

là seulement reculer le problème, en renvoyer la solution à quelques siècles, et encore, sans garantir qu'une solution sera donnée à cette époque. D'ailleurs, il n'est pas vrai qu'un si long laps de temps doive s'écouler avant cette échéance. Dans le cas de paix universelle et d'abondance générale que donnera l'état sociétaire, il suffirait de cent cinquante ans pour que la population atteignît au plein. Comment donc maintenir dans la haute aisance, dans l'état de richesse progressive et de minimum garanti une masse d'habitants, en la préservant de l'excès de population qui est l'un des écueils du système civilisé ? Comment maintenir la population au-dessous du chiffre de 5 milliards d'hommes en supposant que le globe arctique soit dégagé de ses glaces, à défaut, au-dessous de 3 milliards ?

Fourier ne va pas, comme Malthus, conseiller les mariages tardifs, ni la plus grande prévoyance dans les relations matrimoniales, ni comme les disciples qui ont méconnu ou défiguré la pensée du Maître, proposer des moyens peu recommandables. « La nature, dans l'état sociétaire, dit-il, oppose quatre digues à l'excès de population ; ce sont : 1° la vigueur des femmes ; 2° le régime gastrosophique ; 3° les mœurs phanérogames ; 4° l'exercice intégral (1). » Et Fou-

1. FOURIER. *Nouveau monde industriel et sociétaire*. Op. cit., p. 337.

rier a pleinement confiance dans ces remèdes ; il affirme que lorsque l'on saura les employer combinément, ce n'est plus un excès de population, mais un déficit qu'il faudra redouter, à tel point que l'on prendra des mesures pour exciter la fécondité. Il convient de remarquer que parmi ces remèdes, les deux premiers sont intimement liés et ne forment qu'un, pour ainsi dire. Fourier affirme, en effet, que « sur quatre femmes de la ville stériles, trois sont robustes », et que si les femmes robustes de la campagne ne sont point stériles, c'est « l'effet de la vie sobre, de la nourriture grossière, bornée aux végétaux (1) » que la puissance de procréation augmente avec une alimentation maigre, et diminue, au contraire, avec une alimentation plus substantielle. C'est là une question dans l'examen de laquelle nous ne voulons pas entrer. Qu'il nous suffise seulement de dire que la théorie de Fourier a été contredite par Herbert Spencer, d'après lequel, « une nourriture abondante amène une forte genèse », « la vigueur est un garant de reproduction. »

En ce qui concerne l'exercice intégral, Fourier fonde sur lui les plus grandes espérances. Il affirme qu'il entravera la fécondité à un tel point qu' « une femme harmonienne, pour se disposer à la fécondité,

1. FOURIER. *Nouveau monde industriel et sociétaire*. Op. cit., p. 337

devra se préparer par un régime calme et diététique observé pendant trois mois. » Il en voit la preuve dans ce fait que les villageois atteignent la puberté bien plus tard que les citadins, et encore dans cet autre que les enfants des princes sont mariés à quatorze ans, tandis que les jeunes villageois ne sont souvent nubiles qu'à seize ans. Nous n'oserions contester l'exactitude de l'observation de Fourier. Les athlètes n'ont que peu d'enfants, les dresseurs d'acrobates recommandent à leurs élèves la continence. Spencer, lui-même, observe que la femme de la classe ouvrière atteint l'âge de la reproduction un peu plus tard que celle de la classe moyenne, et attribue pour partie ce fait à une force musculaire plus grande. Mais nous reprocherons à Fourier d'avoir trop fait abstraction du développement intellectuel : l'activité génésique, comme l'a montré Nitti, est en raison inverse de l'activité cérébrale.

Que conclure des divers moyens préconisés par Fourier contre l'excès de population ? Faut-il admettre avec lui qu'au bout de trois générations d'Harmonie, les deux tiers des femmes seront stériles (1) ? Faut-il aller jusqu'à dire que par l'emploi combiné de ces moyens, on n'aura plus à redouter un excès de population, mais au contraire un déficit ? Nous ne le croyons pas. Qu'ils soient efficaces, nous l'admettons volon-

1. FOURIER, *La fausse industrie*, 1835-1836, p. 560.

tiers, mais dans une certaine mesure seulement. Le remède contre l'excès de population est ailleurs, et Fourier semble bien l'avoir entrevu quand il écrit .
« L'homme social se ravale au niveau des insectes, quand il crée des fourmilières d'enfants qui seront réduits à se dévorer entre eux par excès de nombre ; ils ne se mangeront pas corporellement comme les insectes, les poissons, les bêtes féroces ; mais ils se dévoreront politiquement par les rapines, les guerres et les perfidies de civilisation perfectible (1). »

1. FOURIER. *Nouveau Monde industriel et sociétaire*, 3^e édition, 1848. *Op. cit.*, p. 338.

DEUXIÈME PARTIE

LES DOCTRINES SOCIALISTES DES ENVIRONS DE 1840

Les doctrines socialistes qui se sont fait jour dans les années qui avoisinent 1840, présentent ce caractère particulier de s'inspirer pour la plupart d'une idée toute nouvelle : le droit au travail. Ce qui manque aux prolétaires, ce sont les instruments de travail : qui les leur fournira, si ce n'est l'État ?

Il faut voir quelle a été l'attitude des théoriciens socialistes de cette époque vis-à-vis du principe de population. Se refusent-ils à admettre ce principe ? ou bien au contraire l'acceptent-ils, et quelles conséquences en tirent-ils ? Nous allons successivement étudier Cabet, Pierre Leroux, puis Louis Blanc et Proudhon, auxquels nous nous attacherons tout particulièrement.

Cabet (1).

Le *Voyage en Icarie* est un roman d'aventures. L'Icarie est un pays où, grâce au communisme, on ne voit que des choses merveilleuses : le bonheur et la richesse y sont aussi abondants que la misère et la douleur dans nos sociétés.

En Icarie, tout le monde se marie ; dès qu'une jeune fille est devenue nubile, on lui donne un époux, et ils sont tenus d'habiter ensemble. La République flétrit le célibat volontaire comme un acte d'ingratitude et comme un état suspect. Par là Cabet s'éloigne de Malthus qui donnait ce sage conseil de ne se marier que si l'on est en mesure de nourrir et d'élever une famille. Mais il faut ajouter que le danger d'une pression de la population sur les moyens de subsistance n'est pas à redouter en Icarie. L'agriculture, en effet, y est considérée « comme le plus indispensable des arts ; la République veut que tous les citoyens puissent, au besoin, être agriculteurs, et que tous soient instruits et élevés de manière à pouvoir l'être. » Tous les enfants apprennent donc les éléments de l'agriculture et ceux qui choisissent cette profession, reçoivent en plus une éducation théorique et pratique. L'agriculture est ainsi dans un état

1. Cabet. *Voyage en Icarie*, 5^e édition, 1848.

d'avancement grand, et la campagne ressemble à un vaste jardin. D'autant plus qu'il n'est pas perdu un pouce de terrain : pas un arbre ou une haie inutiles ; pas de murs de clôture en maçonnerie, de grilles ou de palissades ; les chemins, les sentiers, les fossés eux-mêmes sont en ligne droite ; les champs sont autant que possible des carrés longs : ce qui, à la fois, facilite la culture et économise la terre.

La production est ainsi la plus grande possible, et, si l'on songe aux mesures de prévoyance qui sont prises, il semble que le danger d'une insuffisance de moyens de subsistance soit chimérique. La République, en effet, demande à chaque commune la production qui convient le mieux à la nature de son terrain et à sa situation, et c'est elle qui emporte de chaque commune son superflu pour le distribuer à d'autres, et qui lui apporte ce qui lui manque, en le prenant à toutes celles qui le produisent.

Pourtant Cabet n'est pas sans prévoir la possibilité d'un excès de population. « Pendant longtemps, dit-il, nous n'avions aucun besoin de colonies. Mais, prévoyant que nous pourrions un jour avoir une population excessive, nous avons préparé de loin un établissement colonial sur un terrain fertile et presque désert, habité par de petites peuplades encore sauvages parmi lesquelles nous voulions commencer un vaste plan de colonisation. »

Il semble donc que Cabet ne se soit pas rendu

compte de l'importance du problème de la population. Sans doute, il prévoit bien un excès de population, et à cet excès il offre un débouché que déjà Morus, et bien avant lui, dans l'ancienne Grèce, Platon, avaient indiqué : la fondation de colonies. Mais ce débouché est-il suffisant pour faire écarter à tout jamais la crainte d'un excès de population ? L'hypothèse qu'à un moment donné, dans un avenir encore lointain certes, et qu'aucune imagination ne peut prévoir avec certitude, la terre sera entièrement peuplée, n'est pas envisagée. Pourtant, il paraît bien certain que ces colonies icariennes, à leur tour, comme la mère patrie, auront besoin de territoires inhabités pour déverser l'excédent de leur population. Cette hypothèse a-t-elle semblé inadmissible à Cabet ? Ne serait-ce pas plutôt que son échéance lui a paru si lointaine qu'il ne vaille pas de s'y arrêter ?

Pierre Leroux (1).

Parmi toutes les théories sur la population une des plus curieuses, la plus originale à coup sûr, est celle de Pierre Leroux.

Selon Pierre Leroux, la multiplication de l'espèce humaine sur la terre est le signe de sa prospérité,

1. P. LEROUX. De la recherche des biens matériels, publié dans la *Revue Sociale*. Boussac, 1847.

sa diminution le signe de son adversité. La population d'un pays, en d'autres termes, est la mesure de sa richesse. Si cependant l'on objecte que certains peuples augmentent très rapidement en nombre, alors que tous les genres de misères les accablent à la fois, Pierre Leroux répond que l'anomalie n'est qu'apparente et facile à expliquer. « Familiarisés avec toutes les souffrances et avec toutes les privations, et rendus pour ainsi dire invulnérables à force de dégradation, les hommes ressemblent alors, sous certains rapports, à ces espèces animales et végétales auxquelles les économistes prétendent comparer l'humanité quant à sa loi de multiplication. Comme le chêne, la mort a beau les frapper dans leurs rejets, leur vitalité qui n'est plus celle de l'homme mais celle de la brute résiste à des chagrins qui ne sauraient les atteindre puisque l'extrême misère détruit en eux ce qui est le propre de l'homme, la sensibilité, unie à la connaissance pour ne laisser que la sensation... Et alors, ils pullulent, au sein même de la souffrance et de la mort (1). »

Pourtant, suivant les économistes, il y a toujours excès de population. L'intérêt des hommes est que la population reste stationnaire ou diminue. Car cette population est toujours proportionnée aux moyens de subsistance et il est non seulement absurde, mais

1. P. LEROUX. *Op. cit.* p. 83

barbare de chercher à l'augmenter puisqu'elle est toujours trop grande et que son excès est la source de toutes les misères. L'excès de population se trouve détruit par le manque de subsistances, par la loi de la nature, comme dit Malthus « Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si les riches n'ont pas besoin de son travail, n'a pas le moindre droit à réclamer une portion quelconque de nourriture et il est réellement de trop sur la terre : au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert mis pour lui ; la nature lui commande de s'en aller, et elle ne tardera pas à mettre elle-même son ordre à exécution (1). »

Mais ces principes sont basés sur une contradiction. Car pour prouver que la multiplication humaine est infinie, ces mêmes économistes se plaisent à répéter que la fécondité de la nature dans tous les genres et toutes les espèces est incalculable. Et, lorsqu'ils arrivent aux moyens de subsistance de l'homme, ils oublient les prémisses posées, ils oublient que l'homme est placé au sein d'une nature douée d'une fécondité extrême et que par son intelligence il peut diriger. « La subsistance humaine a été créée par Dieu infinie, elle a été créée ainsi et elle est ainsi virtuellement... La subsistance humaine étant par essence infinie n'est rare que par la faute du genre

1. Voyez plus haut, p. 18, note.

humain (1). » C'est alors que Pierre Leroux expose sa fameuse théorie du *Circulus* (2).

L'histoire naturelle et la chimie nous apprennent que les êtres animés se nourrissent les uns des autres, ceux de l'ordre supérieur consomment la substance de ceux de l'ordre inférieur. Ces êtres rendent à la terre, sous forme de détritits de toutes sortes, d'exhalations ou enfin de cadavres, la même somme de matière organique qu'ils lui ont empruntée pour entretenir leur existence. Cette matière élaborée par les forces naturelles reproduit de nouveaux êtres animés. L'homme n'échappe pas à cette loi. Il consomme des substances, mais en échange de ces substances, il restitue nécessairement des détritits alimentaires qui retournent à la terre, et se combinant avec elle, la rendent fertile et productive. Nous ne créons rien, nous n'anéantissons rien, nous opérons des changements. « Avec des graines, de l'air, de la terre, de l'eau et des fumiers, nous produisons des matières alimentaires pour nous nourrir, et, en nous nourrissant, nous les convertissons en gaz et en fumiers qui en produisent d'autres : c'est là ce que nous appelons consommer. La consommation est le but de la production, mais elle en est aussi la

1. P. LEROUX. De la recherche des biens matériels. Publié dans la *Revue Sociale*. Boussac, 1847. *Op. cit.*, p. 87.

2. P. LEROUX. *Op. cit.*, p. 87.

cause (1). » Or la chimie a reconnu dans le détritüs de l'homme l'engrais le plus fécondant qui existe, et on a calculé que la quantité de cet engrais suffirait à féconder les terres destinées à la production des céréales nécessaires à l'alimentation du genre humain tout entier. De par la nature même, tout homme a le droit de vivre : s'il consomme, il produit. L'idée qui se dégage ainsi de cette théorie est incontestablement la proclamation du droit à l'existence.

Une objection se présente immédiatement à l'esprit. Nous admettons avec Pierre Leroux que la consommation soit le but et la cause de la production. Mais cette consommation ne saurait être directement reproductive. Tous les principes fertilisants incorporés au sol ne peuvent être immédiatement convertis en céréales; ce n'est que lentement, et par le jeu des forces naturelles qu'ils se combinent pour donner des matières nouvelles. La terre ne produit donc pas instantanément ; avant de produire il faut consommer. Pierre Leroux prévoyait l'objection, mais il l'écarte hâtivement : « C'est parce que la production se fait sous la loi du capital et c'est également parce que la consommation se passe sous la même loi que les fameuses propositions de Malthus sont exactes sous cette loi ; c'est en un mot parce que le capital règle production et consommation que la multipli-

1. P. LEROUX. *Op. cit.*, p. 87.

cation humaine excède toujours les moyens de subsistance (1) ».

D'ailleurs un autre reproche peut être adressé à Pierre Leroux. Par l'effet du *circulus* (mais du *circulus* tel que l'entend la chimie agricole moderne) le problème de l'équilibre entre l'homme et les subsistances est résolu, mais un autre subsiste que Pierre Leroux n'a pas entrevu : celui de l'équilibre entre l'homme et l'emplacement.

Louis Blanc (2).

Le but que poursuit Louis Blanc est d'écarter la misère. Le moyen qui doit y conduire, c'est l'organisation du travail. Tous les écrits de Louis Blanc, ses discours à la Commission du Luxembourg, sont consacrés au développement et à la propagation de cette idée : il faut organiser le travail.

Louis Blanc fait donc la critique de la société économique individualiste. Personne, dit-il, n'est intéressé au maintien de l'ordre social tel qu'il existe aujourd'hui, caractérisé par la concurrence. La concurrence nuit aux possédants comme aux non possédants : tel est le principe qu'il pose au commencement de son ouvrage : *L'Organisation du travail*.

1. P. LEROUX. *Op cit.*, p. 90.

2. LOUIS BLANC. *Organisation du travail*, 5^e édition.

Pour la bourgeoisie, elle est une cause sans cesse agissante d'appauvrissement et de ruine. Car, si la concurrence produit le bon marché, cet effet n'est que momentané, « le bon marché, c'est la massue avec laquelle les riches producteurs écrasent les producteurs peu aisés » ; la concurrence a pour essence d'amener le triomphe des plus forts au point de vue économique, le monopole est son terme fatal.

Mais si la concurrence est un mal, une cause de ruine pour les producteurs, pour la bourgeoisie, pour le peuple elle est pire, elle est une cause d'extermination. Qu'a le pauvre, en effet, à offrir sur le marché en échange des choses qui sont nécessaires à la satisfaction de ses besoins ? Ses bras et son intelligence, sa force travail. A vrai dire cette vente du travail ne serait pas mauvaise en elle-même, si les travailleurs pouvaient aliéner leur travail à un prix élevé, et si par là il leur était possible d'aussi bien vivre que s'ils avaient obtenu le même prix d'une autre manière quelconque.

Mais telle n'est pas la situation : cette force travail qui est mise en vente se trouve elle aussi soumise à la concurrence. Supposons qu'un entrepreneur ait besoin d'un ouvrier. Trois se présentent. Le premier a une femme et des enfants, 3 francs lui seront nécessaires pour assurer leur entretien journalier. Le second a une femme, mais pas d'enfants ; 2 fr. 50 lui suffiront. Le troisième est célibataire, il est seul,

il ne demande que 2 francs. A lui la préférence. Et ainsi une partie des ouvriers restera sans occupation et les autres devront se contenter d'un salaire bas.

La baisse continue des salaires, tel est le résultat nécessaire et général de la concurrence. De cette loi inflexible résultera la dissolution de la famille. Tout mariage est un accroissement de charges. « Pourquoi la pauvreté s'accouplerait-elle avec la pauvreté ? » Le mariage disparaîtra et fera place au concubinage. Les enfants qui en naîtront seront abandonnés et recueillis par la charité publique ; « le bénéfice du mystère sera accordé à la maternité ; les séductions du plaisir seront dégagées des charges qu'il impose. »

Que deviendront ces miséreux que la fécondité du pauvre jette dans la société, qui ont besoin de travail et n'en trouvent pas ? Sans doute la pauvreté tue, mais, toutes proportions gardées, la misère fait encore plus de malheureux quelle n'en moissonne. Quelles bornes donc poser à cette invasion de la misère ? Faut-il adopter les doctrines de Malthus ? Non, Malthus a manqué de logique, il n'a pas poussé jusqu'au bout son système. Faut-il s'en tenir aux théories de Marcus qui proposait d'asphyxier tous les nouveau-nés des classes ouvrières, passé le troisième ? La société doit-elle nourrir gratuitement ses pauvres ? Atrocité ou folie. Le remède est ail-

leurs ! il faut faire disparaître la concurrence qui est la cause première de tous ces maux, il faut organiser le travail (1).

Sans doute, comme le dit Louis Blanc, celui qui vit au jour le jour marche sous le joug d'un sombre destin auquel il voue sa famille. La pauvreté est féconde d'une manière effrayante et on ne peut raisonnablement songer à demander à celui qui ne possède rien de se priver de la seule jouissance qui lui soit permise : la satisfaction du besoin sensuel. Pourtant une partie de la classe ouvrière, — la plus grande, — n'est-elle pas moins misérable que Louis Blanc ne le pense ? Cette partie, ne peut-on pas l'augmenter par des réformes dans notre organisation économique ? Et, dès lors, est-il vraiment impossible de désirer plus de prévoyance de la part des travailleurs ?

Quoi qu'il en soit, pour Louis Blanc, la concurrence est pour les pauvres un système d'extermination. Quel remède propose-t-il donc, puisqu'il refuse de s'en tenir à la théorie de Marcus et qu'il repousse également la doctrine de Malthus ? Il faut organiser le travail.

Le gouvernement serait le régulateur de la production, et pour cela il serait investi d'une grande force. Il lèverait un emprunt dont le produit serait affecté à la création d'ateliers sociaux. La loi établi-

1. L. BLANC. *Op. cit.*, p. 72.

rait les statuts de ces ateliers sociaux. Y seraient admis, avec des salaires égaux, tous les ouvriers offrant des garanties de moralité. Les capitalistes pourraient aussi entrer dans l'association, mais comme prêteurs seulement.

La première année qui suivrait l'établissement des ateliers sociaux, le gouvernement réglerait la hiérarchie des fonctions, mais par la suite ce seraient les travailleurs eux-mêmes. Le bénéfice net de chaque atelier serait divisé en trois parts : la première serait répartie par portions égales entre les membres de l'association, la seconde pourvoierait à l'assistance, la troisième enfin serait consacrée à fournir des instruments de travail à ceux qui voudraient faire partie de l'association.

Chaque branche de l'industrie aurait ainsi son atelier social et cet atelier social engagerait aussitôt la lutte avec les entreprises privées. Et cette concurrence lui serait favorable, tous les travailleurs étant intéressés à produire vite et bien.

Mais, dans une branche d'industrie, il n'y a pas qu'un atelier social, il y en a plusieurs. Les laisserait-on indépendants les uns des autres ? Il serait absurde, après avoir détruit la concurrence privée, de laisser les ateliers sociaux se faire concurrence : on établira une association entre eux, tous ils relèveront d'un atelier social. Bien plus, on ne laissera pas indépendants les ateliers sociaux de branches

d'industries diverses, on consacrera la solidarité de ces industries diverses.

Nous n'entrerons pas plus avant dans le détail du système d'organisation du travail de Louis Blanc, et nous n'envisagerons pas davantage les objections qui n'ont pas manqué d'être soulevées. Supposons donc consacrée la solidarité entre les diverses branches d'industrie, imaginons le travail organisé. L'excès de population sera-t-il à craindre par la suite ? Louis Blanc répond formellement : non ; la crainte d'un excès de population sera dépouillée de toute réalité. Sur quoi compte-t-il donc pour atteindre ce résultat ? Est-ce sur un accroissement de la production tel que celle-ci suffirait constamment à la satisfaction des besoins des hommes, quelque augmentation que ceux-ci doivent subir ? Car il est bien certain qu'alors la production des objets inutiles serait abandonnée et que tous se consacreraient à la production des choses destinées à la satisfaction des besoins de l'homme. Mais ce n'est pas sur cette augmentation ou cette nouvelle direction de la production que fait fond Louis Blanc. La crainte d'un excès de population sera écartée d'une autre manière ; elle sera écartée, dit-il, parce que chaque homme étant assuré d'un revenu, acquerra nécessairement des habitudes de prévoyance⁽¹⁾. Louis Blanc, pour la société qu'il pré-

1. L. BLANC. *Op. cit.*, p. 114.

conise, comme Malthus pour la société présente, met ainsi son espoir dans une sorte de contrainte morale, dans une plus grande prévoyance dans les relations entre les sexes.

Faut-il partager l'optimisme de Louis Blanc, et convenir avec lui qu'une fois le travail organisé, la possibilité d'un excès de population sera à jamais écartée ? On peut répondre que telle sera peut-être la conséquence si, le travail organisé (en admettant toutefois que les parents ne soient pas déchargés du soin d'élever et d'entretenir leurs enfants), il en résulte un accroissement de la richesse générale, une augmentation du bien-être de chacun. Mais le système d'organisation du travail aura-t-il cet effet ? On ne peut l'affirmer *a priori*. Les conséquences fâcheuses de la concurrence disparaîtront, soit ! Mais quel sera le mobile qui excitera chacun à produire vite et bien ? On ne saurait répondre que ce sera toujours l'intérêt personnel, d'autant plus que, dans l'esprit de Louis Blanc, la répartition doit se faire suivant les besoins. L'intérêt collectif, alors, le sentiment de la solidarité ? C'est là un mobile bien faible et de nature à entraîner bien des mécomptes si l'on songe que l'on raisonne avec des hommes.

Proudhon (1).

Proudhon consacre un chapitre entier de son célèbre ouvrage : *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère*, à l'étude de la population.

« Le phénomène le plus étonnant de la civilisation, le mieux attesté par l'expérience, dit-il, c'est la misère (2). » Comment donc l'exprimer ? Quelle est la formule de la misère ? Malthus, après une vaste enquête à laquelle il s'est livré, a posé ce double principe : la population tend à s'accroître par périodes de vingt-cinq ans, suivant une progression géométrique, 1, 2, 4, 8, 16, 32, etc. ; les subsistances ne peuvent s'accroître au mieux, pendant cette même période, qui suivant une progression arithmétique, 1, 2, 3, 4, 5, 6, etc. Ces deux faits étant bien établis, les deux progressions étant intimement liées l'une à l'autre, une conclusion s'impose : en tout pays, une partie de la population doit périr faute de pain. La misère est donc chose fatale ; « vouloir s'en préserver, c'est vouloir que la loi des logarithmes change à notre convenance et que l'arithmétique cesse d'être une

1. PROUDHON. *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère*, 4^e édition, Paris, 1872.

2. PROUDHON. *Op. cit.*, tome 2, p. 314.

vérité (1). » Car si nous laissons agir la nature, nous tombons dans la misère par la surproduction des enfants ; si au contraire nous lui résistons ou si nous la trompons, nous en arrivons bientôt à prendre en horreur la famille et le travail, et nous nous précipitons dans une série inverse de maux.

Accroissement rapide de la population, accroissement plus lent des moyens de subsistance, c'est là la double formule d'une loi exprimée par l'*Économie Politique*, et aussi certaine que celles qui président aux mouvements des corps célestes, aussi inflexible qu'une équation algébrique. Dès lors, à quoi bon s'élever contre elle ? Pourquoi se plaindre ? « La fatalité nous fait vivre, la fatalité nous emporte ; le plaisir qu'elle nous donne, elle se le fait payer ; qu'avons-nous à crier et à gémir (2) ? »

Pourtant faut-il accepter sans récriminer cette logique impitoyable ? L'homme seul, entre les animaux, aurait été créé travailleur : la Providence lui aurait commandé de posséder la terre, de s'organiser par famille ; le bonheur aurait été placé pour lui dans l'exercice de cette double fonction du travail et de l'amour. Et quand serait venue l'heure de réaliser ses promesses, la Providence aurait menti. « Pour goûter le bonheur, l'humanité comme Saturne, devrait

1. PROUDHON. *Op. cit.*, tome 2, p. 319.

2. PROUDHON. *Op. cit.* t. II, p. 320.

dévorant ses enfants ! L'amour irait trop vite, le travail trop lentement ! L'organisme social serait si fausement réglé, si mal conçu, que l'homme ne pourrait se soutenir que par la déperdition continuelle de sa chair et de son sang ! Il lui faudrait périr pour vivre, à moins qu'il ne préférât s'abstenir de se reproduire, ce qui est toujours perdition et misère ! La mort serait le grand prévôt de l'économie politique chargé de rétablir l'équilibre entre la population et les subsistances, et de soumettre les œuvres de l'amour à la mesure des œuvres du travail, le nombre des créatures raisonnables à la proportionnalité des valeurs (1) ? » La loi de population telle que la formule l'*Économie politique* est la condamnation de la Providence. Ne serait-ce pas plutôt que l'*Économie politique* a menti, qu'elle a calomnié ? Tant de fois déjà, dit Proudhon elle nous a trompés que nous pouvons avoir de la méfiance envers elle. Et c'est alors qu'il s'efforce de démontrer que la misère est le fait de l'*Économie politique*,

La misère, dit Proudhon, est anticipée, elle nous frappe avant que la stérilité du travail ne l'y autorise. Ce fait est le seul qu'il retienne et oppose à Malthus mais il le tient pour bien fondé et il le considère comme suffisant pour détruire de fond en comble sa loi de population.

1. PROUDHON. *Op. cit.* t. II, p. 321.

Proudhon distingue deux périodes principales dans l'existence de l'humanité : l'état sauvage où l'homme vit exclusivement de la cueillette des fruits, du produit de la chasse et de la pêche, et la civilisation, où devenu industriel il applique son travail à la matière, lui fait subir des transformations multiples et en tire tous les produits nécessaires à la satisfaction de ses besoins.

Il est clair que, dans la première période, la misère est anticipée, qu'elle est prématurée. En effet, dans l'état sauvage, l'apathie de l'homme est permanente, il n'aperçoit que ses besoins immédiats et il les satisfait seuls, sans se préoccuper de l'avenir. Survienne une disette, un manque des objets de première nécessité va se faire sentir et la misère apparaîtra. L'homme sauvage est mou et indolent, paresseux même, ses seules occupations sont la chasse, la pêche, et aussi et surtout la guerre. Dès lors la misère dont il souffre est son propre fait, il ne doit s'en prendre qu'à lui, il ne peut en rejeter la faute, ni sur la Providence, ni sur la nature.

Mais la misère de l'homme civilisé, n'est-elle pas elle aussi prématurée, n'anticipe-t-elle pas sur son heure légitime ? N'aurait-elle pas pour cause unique non plus l'absence de travail, mais un vice d'organisation dans le travail ? C'est là, dit Proudhon, une hypothèse importante à vérifier, car si elle devenait une vérité, il se pourrait que, dans un état d'organisation

parfaite, la misère fût écartée, que l'équilibre entre la population et la production fût rétabli sans que la prudence humaine n'eût besoin d'intervenir en aucune façon.

Ce qui caractérise l'organisation économique moderne, c'est la division du travail, l'emploi des machines et la concurrence. La division du travail donne à celui-ci une fécondité quasi-surnaturelle : dix hommes occupés dans un atelier où chacun est spécialisé à une tâche, produisent dix fois plus que cinquante autres, employés à une même tâche, la division du travail n'existant pas. C'est qu'en effet la division du travail fait disparaître les pertes de temps occasionnées par le changement fréquent d'outils, et simplifie le travail. Mais, par cela même qu'elle simplifie le travail, elle le rend abrutissant, l'ouvrier astreint toujours à la même tâche ne tarde pas à tomber au-dessous de lui-même, au niveau de la brute. Bientôt, il ne rend plus qu'une valeur insuffisante, les salaires baissent, et, la division du travail, au lieu de chasser la misère, la ramène.

« Ce n'est ni la nature, ni la Providence qui fait défaut, c'est la routine économique qui manque d'équilibre ; c'est elle seule qu'il faut accuser, et avec d'autant plus de raison que rien ne démontre que la contradiction qui résulte de la division parcellaire ne puisse être vaincue par une plus haute combinaison. L'économie politique elle-même l'a senti,

et c'est pour cela qu'elle s'est empressée d'appeler à son aide un nouvel organe, les machines (1). »

Ces machines, au moins, vont-elles améliorer la condition de l'ouvrier et triompher de la misère ? Bien au contraire. Il est bien certain que les machines vont permettre de produire beaucoup plus. Mais, avec leur introduction, commence la distinction des classes : les salariés et les maîtres, les travailleurs et les capitalistes. L'ouvrier que l'on voulait tirer de l'abrutissement y retombera de plus en plus : apte seulement à une tâche, il y sera fixé à jamais, il perdra sa liberté, il deviendra un outil. Sa condition qui devait s'améliorer empirera, les salaires suivront la loi générale, ils tendront constamment à la baisse puisque le besoin de subsister, et par conséquent de travailler se fera sentir et que la demande de travail sera inférieure à l'offre. Et l'on assistera à ce fait en apparence paradoxal : la misère générale en face d'un engorgement de produits. Que l'on fasse intervenir maintenant la concurrence. Par la concurrence, chaque producteur est forcé de produire toujours à meilleur marché, car c'est le moyen pour lui d'évincer ses concurrents, et par suite de gagner plus. Mais la réduction du prix des choses, ce n'est là qu'une face de la concurrence, son côté positif. Elle a un autre effet, négatif celui-là : la réduction de

1. PROUDHON. *Op. cit.*, tome II, p. 330.

prix qu'elle entraîne ne profite qu'aux vainqueurs, elle laisse les vaincus sans travail et sans ressources comme le dit Proudhon, « elle tourne de richesse à pauvreté » (1).

Ici, encore, donc, la misère est prématurée, elle anticipe. Mais, tandis que, dans l'état sauvage, elle résulte de la paresse, dans l'état de civilisation elle procède d'une cause tout opposée. Alors que la population double, la production quadruple; elle s'accroît comme le carré du nombre des travailleurs : si la puissance d'accroissement de la population s'exprime par la progression 1,2,4,8,16, etc., la puissance d'accroissement de la production industrielle devra s'exprimer par la progression 1,4,16,64,256, etc... C'est donc que le paupérisme ne peut venir que d'une perturbation économique, de l'antagonisme économique. Et pourtant les économistes accusent l'excès de population, ils ne cessent de mettre en avant la théorie de Malthus. « L'économie politique est l'organisation de la misère; et les apôtres du vol, les pourvoyeurs de la mort, ce sont les économistes (2). »

Ainsi la production marche plus vite que la population. Le manque de pain, dès lors, n'est donc plus à craindre. Mais ne reste-t-il pas une autre inquiétude ? Avec le doublement de la population tous les

1. PROUDHON, *Op. cit.*, tome II, p. 333.

2. PROUDHON, *Op. cit.*, tome II, p. 342.

vingt cinq ans, le globe ne tarderait pas à être rempli d'habitants. « Ne serait-ce point toujours une misère, misère plus intolérable peut-être que celle de la nudité et de la famine ?... » « Quelle est donc la loi d'équilibre entre la population et le globe (1) ? »

« Le problème de la population, dit Proudhon, ayant été posé par les économistes entre les hommes et les subsistances, la solution ne pouvait être douteuse : c'était la mort. Tuer ou empêcher de naître, *per fas et nefas*, voilà où devait aboutir, bon gré malgré, la théorie de Malthus; voilà quelle devait être la pratique des nations, l'antidote généralement adopté et préconisé contre la misère... La théorie de Malthus est le Code pénal de l'économie politique (2). » L'économie sociale, au contraire, qui est la vraie science économique, nous dit que chaque organisme doit trouver son équilibre en lui-même. Si donc il est vrai que la société soit un véritable être organisé, les disettes, les épidémies, les guerres qui déciment la population, loin d'être des instruments d'équilibre, ne peuvent être que les symptômes d'une perturbation organique. Pourtant avant d'exposer ce principe d'équilibre, Proudhon passe successivement en revue les différents remèdes proposés.

Selon Malthus, la population est constamment rame-

1. PROUDHON, *Op. cit.*, t. II, p. 346.

2. PROUDHON, *Op. cit.*, t. II, p. 347.

née et tenue au niveau des moyens de subsistance par les mille fléaux qui ravagent l'humanité : la peste, la famine, la mortalité infantine, les guerres, le vice, etc... A ces obstacles répressifs atroces et inacceptables, il oppose un obstacle préventif, la contrainte morale : il faut que l'homme, tant qu'il ne se sent pas en mesure de nourrir et d'élever une famille, s'abstienne du mariage. Cette théorie, Proudhon la reconnaît supérieure à toutes les autres qui ont été proposées, et cependant il la déclare inacceptable. Tout d'abord, dit-il, elle est une contrainte, et cela seul devrait suffire à la faire rejeter, car qui dit contrainte dit contradiction : la nature porte l'homme à une chose et la société lui en commande une autre : qu'il cède ou qu'il résiste, la misère est inéluctable. Puis le remède que propose Malthus n'est rien moins qu'« une accusation contre la Providence, un acte de méfiance envers la nature » (1). Avec la théorie du pasteur de Hayleibury, le mariage est plus que déconseillé, il est un luxe seulement permis aux riches et aux gens qui ne peuvent plus avoir d'enfants. Que devient alors la parole de l'Écriture : « Croissez, multipliez et remplissez la terre ? » Enfin, le remède de Malthus est impraticable et impuissant. Il est impraticable, car jamais les générations jeunes et vigoureuses ne pourront s'astreindre

1. PROUDHON, *Op. cit.*, t. II, p. 350.

au célibat obligatoire, jamais les pauvres ou même les gens obligés de travailler pour vivre ne consentiront à se priver du seul plaisir qui leur soit permis : la vie de famille. Il est impuissant puisque la misère a pour cause, non pas le surcroît de population, mais les prélèvements du monopole ; elle ne manque jamais dans une société organisée comme la nôtre de se faire sentir, que la population diminue, reste stationnaire ou s'accroisse, peu importe.

Le remède que proposait Malthus consistait seulement dans une contrainte morale. Mais cette contrainte morale n'a pas tardé à devenir, comme l'on devait s'y attendre, une contrainte physique. Des disciples inconscients ou maladroits, qui n'ont pas compris la doctrine du maître, ont vite exagéré son erreur, et, par une transition toute naturelle, dit Proudhon, encore que Malthus ait énergiquement protesté contre une pareille interprétation de son principe, en sont arrivés à recommander des obstacles physiologiques. Ces divers systèmes ne résolvent pas mieux la difficulté : la population restera stationnaire, soit, mais feront-ils disparaître la misère, puisqu'elle anticipe incessamment, qu'elle a sa source non pas dans la population, mais dans le monopole ?

Ainsi toutes les solutions proposées sont impraticables, impuissantes ou immorales. Le problème subsiste en entier. Comment Proudhon le résout-il ? Nous avons vu que la population a tendance à s'ac-

croître selon une progression géométrique, alors que le développement de la richesse suit une progression plus rapide encore dont chaque terme peut être considéré comme le carré du nombre correspondant de la première. Mais cette période durant laquelle s'opèrent ce doublement de la population et ce quadruplement de la richesse est essentiellement variable : de 14 à 1.000 ans et au delà. Là est la solution du problème. « Car il est clair que si cette période est susceptible de s'allonger indéfiniment, il doit arriver un moment où la population et la production, en augmentant toujours, resteront stationnaires. La seule chose qui importe, c'est que la cause qui détermine l'allongement de la période, et par suite l'immobilité numérique de l'humanité, soit intime à l'organisation sociale, affranchie de toute contrainte, répression et arbitraire, et qu'elle résulte du plein et libre exercice de nos facultés » (1). Quelle est donc la cause qui influe ainsi sur l'allongement de cette période ?

Cette cause, répond Proudhon, nous l'aurions certainement aperçue s'il était démontré que la somme de travail augmente sans cesse, non seulement en raison du nombre des travailleurs, mais encore en raison du progrès accompli. « Il résulterait, en effet, de cette augmentation du travail, d'abord, que la

1. PROUDHON. *Op. cit.*, t. II, p. 363.

période de multiplication des produits s'allongerait sans cesse, il arrive un moment où l'humanité en travaillant toujours n'accumule rien, ne capitalise plus, La production humaine serait alors arrivée à son maximum : resterait à voir comment la population, suivant du même pas, s'arrêterait à ce maximum, puisque ces deux termes, population et production, sont nécessairement connexes et solidaires (1). »

Or ce fait de l'aggravation du travail apparaît à Proudhon comme une vérité incontestable. Il en tire la preuve de la théorie de Ricardo. Puisque, dit-il, les terres mises successivement en culture sont de moins en moins fertiles, c'est bien la démonstration de cette idée que la société, lorsqu'elle a dû passer de la culture des terres d'une catégorie à celles de la catégorie immédiatement inférieure, s'est appauvrie. Or, pour conserver le bien-être acquis, la société a dû imaginer des moyens d'action qui permettent d'augmenter le produit, l'homme a dû fournir toujours plus de travail. Ce qui fait illusion, à cet égard, ce sont les perturbations occasionnées par l'introduction des machines. Mais ces machines ne sont pas seulement des « méthodes abrégées de travail », elles sont aussi « un principe de servitude ».

Ce fait de l'aggravation du travail, et avec lui du ralentissement de la production est ainsi bien éta-

1. PROUDHON. *Op. cit.*, t. II, p. 363.

bli, mais comment se reporte-t-il sur la population ? « Le travail, dit Proudhon, est pour l'amour une cause de refroidissement... La chasteté est compagne du travail, la mollesse est l'attribut de l'inertie (1)... » L'homme de travail devient plus délicat, plus raffiné. De même qu'il tend à idéaliser son travail, il façonne, il embellit son amour. La paternité est la sanction de l'amour ; elle obtenue, l'amour a rempli sa carrière. L'homme que le travail a fait vertueux renonce de lui-même et sans regrets à des plaisirs qui autrefois lui étaient chers.

Que l'on suppose donc maintenant que le mariage ait lieu pour les hommes à 28 ans et pour les femmes à 21 ans ; que l'on imagine que, l'usage des nourrices disparaissant, la durée de l'allaitement devenu général soit de quinze à dix-huit mois et que la période de fécondité soit de 10 à 15 ans, et l'on se rend compte que le nombre des enfants issus du même mariage peut difficilement s'élever au-dessus de cinq. Que l'on tienne compte maintenant du chiffre des célibataires, des hommes stériles, des enfants morts avant la puberté et l'on voit que la population ne double plus ainsi que tous les trois siècles. Que l'on pousse plus loin encore l'analyse, que l'on considère l'aggravation continuelle du travail. Y a-t-il lieu dès lors de se demander si la terre pourra contenir tous les hommes ?

1. PROUDHON. *Op. cit.*, t. II, p. 375.

Il faut rendre cette justice à Proudhon d'avoir su nettement séparer la doctrine de Malthus des diverses théories dites néo-malthusiennes, imaginées pour empêcher par des moyens plus ou moins révoltants le débordement de la population. Mais devons-nous accepter la loi qu'il propose et qu'il dresse en face de celle de Malthus? Le doublement de la population en trois siècles sera-t-il une conséquence naturelle et inéluctable de l'allaitement général pendant quinze ou dix-huit mois et du recul de l'âge matrimonial? Ce recul au contraire n'aura-t-il pas pour effet d'augmenter dans une mesure peut-être considérable le nombre des naissances hors mariage? Puis le fait de l'aggravation du travail est-il bien établi? Il semble au contraire qu'il n'est rien moins que fondé. Toute une législation ouvrière et de prévoyance sociale a été élaborée dans les dernières années du ^{xix}^e siècle : la durée de la journée de travail, le travail des femmes et des enfants ont été réglementés ; le repos hebdomadaire a été organisé ; les retraites ouvrières sont à l'étude là où elles ne fonctionnent pas encore ; certaines législations même ont fixé un minimum du salaire. Enfin faut-il faire fond sur la toute-puissante vertu du travail au point de lui demander de faire renoncer l'homme à des plaisirs auxquels il est si attaché ?

TROISIÈME PARTIE

LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE

LE MARXISME

« La Révolution de 1848, dit Marx, a sonné le glas de l'ancienne philosophie idéaliste allemande. » La nouvelle philosophie allemande, représentée par Hegel, a détrôné la vieille philosophie métaphysique. Désormais le monde tout entier fut représenté comme un « proces », comme étant dans un changement constant. De ce point de vue, l'histoire humaine n'apparaissait plus comme une succession ininterrompue de heurts chaotiques, mais comme le procès de développement de l'humanité, et l'esprit devait s'attacher à suivre la marche de ces phénomènes, en apparence dus au hasard, pour en découvrir la règle directrice.

La réaction devait se produire aussi sur le terrain économique. Au socialisme idéaliste et romantique, procédant de concepts *a priori*, que nous avons ren-

contré jusqu'ici, va se substituer une autre forme de socialisme, le socialisme scientifique. « La tâche du socialisme scientifique, dit Engels, n'est plus de construire un système aussi complet que possible, mais de rechercher la marche historique de l'économie d'où naissent nécessairement le prolétariat et la bourgeoisie, et leur antagonisme, et de découvrir, dans les conditions économiques qui en résultent, les moyens de solution du conflit (1). »

Or, parmi les lois qui président à cet antagonisme des deux classes de la société actuelle, il en est une à l'étude de laquelle nous nous sommes attachés et qui se présente tout d'abord : la loi de population. Quelle est donc l'attitude du socialisme scientifique vis-à-vis de cette loi ?

Nous consacrerons quelques développements à Lassalle, à Rodbertus, à Marlo et à Dühring, avant de nous attacher au plus grand représentant du socialisme scientifique, à Karl Marx.

Lassalle (2).

Nous ne retiendrons de Lassalle que sa fameuse loi d'airain exposée dans sa *Lettre ouverte en réponse*

1. ENGELS, *Die Entwicklung des Socialismus von der Utopie zur Wissenschaft*, 1882.

2. LASSALLE, *Discours et Pamphlets. Traduction Dave et Rémy*. Paris, 1903.

au Comité central d'organisation du Congrès général des ouvriers allemands à Leipzig. « La loi d'airain, qui, dans les conditions présentes, sous le régime de l'offre et de la demande de travail, détermine le salaire, est la suivante: le salaire moyen reste toujours réduit à la subsistance nécessaire, indispensable d'après les habitudes d'une nation donnée, pour entretenir l'existence et la reproduire. Tel est le point autour duquel gravite le salaire réel. Il ne peut jamais s'élever beaucoup au-dessus, ni descendre beaucoup plus bas. »

Et Lassalle développe cette loi dans tous ses discours, dans tous ses pamphlets. Le salaire ne peut s'élever d'une façon durable au-dessus de ce qui est indispensable à l'ouvrier pour vivre lui et sa famille. Car une situation meilleure faite au travailleur provoquerait aussitôt un accroissement de la population ouvrière, entraînerait une augmentation de l'offre de bras et le salaire retomberait ainsi à son taux antérieur ou même plus bas. Et, d'autre part, le salaire ne peut pas non plus s'abaisser au-dessous de ce qui est nécessaire à l'entretien de l'existence. Car, en ce cas, l'émigration, le célibat, l'abstention dans la procréation, la misère, en un mot, amèneraient une diminution du nombre des ouvriers. La demande de travail se trouverait restreinte et le salaire remonterait à son niveau antérieur.

Cette loi, dite d'airain, est aujourd'hui abandonnée

par les théoriciens socialistes eux-mêmes. Sa valeur en effet est nulle et sa substance même est confuse. Car si l'on prend sa formule au pied de la lettre et si l'on dit que le salaire ne peut jamais s'élever au-dessus de ce qui est matériellement nécessaire à l'ouvrier pour vivre, il apparaît bien évident qu'elle est en contradiction avec les faits. Pourquoi le salaire n'est-il pas le même dans tous les pays ? Pourquoi varie-t-il avec les saisons, avec les métiers, et aussi avec les travailleurs ? Si, au contraire, on prend la formule dans un sens large, et si l'on dit que le minimum de salaire dont il s'agit varie avec le temps, les milieux, les races, les besoins, cette formule devient trop vaste, il ne peut plus être question de loi d'airain.

D'ailleurs, quelle que soit la valeur de cette loi, Lassalle n'a jamais prétendu la rapprocher du principe énoncé par Malthus. Il s'est borné à faire cette constatation : la hausse des salaires entraîne une augmentation de la population, leur baisse une diminution. De la question de la population en elle-même, de son rapport avec les subsistances, il ne s'en inquiète nullement.

Rodbertus (1).

Rodbertus n'a pas longuement fixé son attention sur la population. Et cependant, on peut dire que le

1. RODBERTUS. *Sociale Briefe an Von Kirchmann* (1860-1861).

problème se posait à lui tout naturellement. Rodbertus, en effet, s'est attaché dans les *Lettres sociales* à rechercher une loi des salaires qui permit d'assurer aux classes ouvrières une augmentation de la part qui leur revient dans la production nationale. Il devait donc être porté à se demander dans quelle mesure cette augmentation agirait sur le genre de vie des travailleurs, sur leur inclination au mariage, sur le mouvement de la population. Est-ce que celle-ci n'augmenterait pas de telle façon que la réforme ne servirait de rien? L'élévation du taux des salaires n'a-t-elle pas une influence sur le mouvement de la population? N'y a-t-il pas lieu de craindre que par la suite, les travailleurs ne se trouvent superflus et qu'à leur offre de travail ne corresponde une demande insuffisante? Telles sont les questions qui viennent naturellement à l'esprit. Rodbertus ne s'y est pas arrêté. Il convient d'ailleurs de faire observer qu'il croit avoir eu raison de Malthus d'une autre manière : il tient la loi de la productivité décroissante en agriculture pour une erreur et il prétend réfuter par là la loi de population qui est en connexité intime avec elle.

Sans doute, il est bien certain qu'il n'est pas une seule terre dont l'agriculteur ne puisse accroître le rendement. Incontestablement il peut faire produire 30 hectolitres de blé à une terre qui en donne actuellement 15 hectolitres. Mais ce résultat, il ne peut

l'obtenir qu'au prix d'un effort hors de proportion avec lui : pour doubler le produit, il lui faudra tripler, peut-être quadrupler, peut-être même décupler le travail et les frais. A un autre point de vue, s'il n'est pas exact que l'on ait commencé par mettre en culture les terres les meilleures, si l'ordre de culture, tel que l'indiquait Ricardo, n'est pas conforme à la vérité historique, il est hors de doute que dans les pays à technique agricole avancée, les terres qui restent encore en friche sont les moins fertiles. Pour ces pays là — la plupart des États de l'Europe et peut-être aussi les États-Unis d'Amérique, — il ne saurait donc encore être question que de rendement non proportionnel. Dès lors comment prétendre écarter la loi de population de Malthus par la réfutation de la loi de la productivité décroissante en agriculture ? On objectera que les progrès de la technique agricole sont incalculables. Mais les éléments minéraux tels que l'azote, l'acide phosphorique, etc..., nécessaires à la vie des plantes sont limités : chaque récolte les enlève peu à peu. Puis l'espace et surtout le temps sont des bornes qui s'imposent encore à nous, il faut à toute plante un certain espace pour étendre ses racines et respirer à l'aise ; il faut de longs mois avant que le grain jeté dans le sillon par le laboureur ne se transforme en épi.

Marlo.

Marlo proclame la question de la population le plus important de tous les problèmes économiques. Il l'étudie donc d'une façon tout à fait spéciale dans ses *Recherches sur l'organisation du travail*, 1850-1851.

Tout d'abord Marlo loue Malthus d'avoir osé instruire les hommes de la plus amère des vérités, de leur avoir fait entrevoir l'abîme où les poussait leur fécondité trop grande. Il reconnaît toutes les funestes conséquences de la surpopulation et l'obligation morale qui incombe à chacun de les prévenir. « Seules, dit-il, la déraison et l'hypocrisie peuvent faire méconnaître ces vérités (1). »

Pourtant, si Marlo accepte le fonds même de la théorie de Malthus, et s'il proclame sa haute portée philosophique, il ne l'accueille pas absolument sans réserves et il formule contre elles diverses objections.

Malthus, dit-il, en premier lieu, méconnaît l'influence modératrice que les institutions exercent sur la marche de la population. Or cette influence est indéniable. On n'a, pour s'en rendre compte, qu'à jeter les yeux sur ce qui se passe autour de nous. Avec le système de production à outrance qui carac-

1. MARLO, *Untersuchungen über die Organisation der Arbeit oder System der Weltökonomie*, 2^e édition, 1853. *Op. cit.*, p. 268.

térise l'époque industrielle moderne, l'augmentation de la population est favorisée ; chaque nouvel enfant est pour le prolétaire une source de revenus. Dans une société centralisée ou autoritaire, cette sorte de prime à la surpopulation ne se rencontre pas. Les philanthropes ont donc raison d'accuser les institutions, et c'est à tort que Malthus rejette sur la nature le fardeau de leur propre responsabilité.

La seconde objection que formule Marlo a trait aux obstacles de nature à entraver l'accroissement de population. Ces obstacles, Malthus les range sous trois chefs différents : la contrainte morale, le vice et la misère, et dans son esprit, ce sont les seuls qui puissent s'opposer à un débordement de la population. Or la contrainte légale, c'est-à-dire l'abstinence du mariage imposée par le législateur, ne rentre pas dans cette énumération. Malthus n'en tient donc aucun compte. Puis il donne au mot misère un sens beaucoup trop large, il fait rentrer sous cette dénomination un grand nombre de maux qu'il dépend pleinement de l'homme d'éviter, tandis que cette expression « misère » devrait être réservée aux maux qui existent de par la nature des choses. Qu'il nous soit permis de faire observer dès maintenant le mal-fondé de cette objection. Marlo méconnaît la définition qu'a donnée Malthus de la contrainte morale : « Parmi les obstacles privatifs, l'abstinence du mariage, jointe à la chasteté, est ce que j'appelle con-

trainte morale (moral restraint) (1). » Peu importe donc que l'abstinence du mariage soit imposée par le législateur ou provoquée par des motifs de prévoyance. Dans l'un comme dans l'autre cas, il s'agit bien de contrainte morale. Quant au reproche adressé par Marlo à Malthus d'avoir rangé sous la domination de « misère » des obstacles de nature essentiellement différente, il n'y a pas davantage lieu de s'y arrêter que le mot misère convienne et convienne seul aux obstacles qui dérivent inévitablement des lois de la nature, cela est exact. Mais ce n'est pas manquer à la logique que de comprendre aussi sous cette dénomination d'autres maux parfaitement évitables en eux-mêmes, tels que la guerre et les excès de tout genre.

Marlo oppose encore à Malthus que les moyens par lui proposés ne sont pas suffisants pour contenir l'accroissement de population. Il nie que les classes inférieures de la société, ceux qui ne possèdent rien, puissent pratiquer la contrainte morale. Ils sont réduits à une situation si désespérée, si voisine de la vie animale qu'il est puéril de les supposer capables d'économiser. D'ailleurs, le voudraient-ils, qu'ils n'en auraient pas le pouvoir ; leur condition est trop misérable, leurs salaires trop infimes. Puis,

1. MALTHUS. *Essai sur le principe de population*. Trad. Prévost, Paris, 1845.

en admettant même qu'une partie des travailleurs limitât le nombre de ses enfants, ou même n'en engendrât pas, la descendance de l'autre partie souffrirait moins des ravages de la misère et suffirait à combler le vide provoqué par l'abstinence de ceux-là. Mais pourquoi en serait-il ainsi ? Marlo ne l'indique pas. Croit-on que les salaires des ouvriers ayant la charge d'une nombreuse famille seraient plus élevés que ceux des célibataires ou de ceux mariés sans enfants ? On ne peut supposer qu'un seul cas dans lequel l'affirmation de Marlo serait exacte ; il faudrait que les ouvriers pères de famille pussent se procurer à meilleur marché les moyens d'existence dont ils auraient besoin. C'est là une hypothèse invraisemblable.

Enfin, et c'est le reproche le plus grave, Marlo objecte à Malthus que les moyens proposés par lui sont contraires à la justice. Cela découle de l'inefficacité ou de l'insuffisance même de la contrainte morale qui seule, dans la société individualiste, doit agir comme obstacle préventif. La tendance qu'a le salaire, en effet, de se rapprocher sans cesse de son coût de production, et les effets désastreux de la concurrence produisent une sorte de malaise général que la survenance d'une crise de la production transforme vite en un cataclysme. Les familles imprévoyantes ne sont pas ainsi les seules à supporter les conséquences de leur faute, comme il serait dans l'ordre

des choses. Elles rejaillissent sur tous, elles échoient, aussi bien à ceux qui n'ont pas contribué à la surpopulation qu'à ceux qui en sont cause. Telle est bien la résultante des défauts de l'organisation sociale actuelle. La diminution du taux du salaire et le chômage frappent indistinctement tous les travailleurs de la même branche de production où sévit une crise. Mais tous ne sont pas atteints également : la souffrance est plus grande pour ceux qui ont la charge d'une nombreuse famille.

Quoi qu'il en soit des critiques que Marlo adresse à Malthus, nous avons vu qu'il acceptait le principe même de sa loi, qu'il reconnaissait les dangers redoutables d'une population en excédent. Quels sont donc les moyens qu'il recommande pour éviter leur réalisation ? Marlo désirerait que l'on exigeât comme condition du mariage l'existence d'un bien familial qui ne se transformerait pas durant la vie des époux et qui passerait ainsi aux enfants à titre d'héritage(1). Il faut donc réaliser les institutions qui rendront possible l'acquisition de ce bien familial, il faut établir une société nouvelle. Et Marlo expose en termes chaleureux le plan de cette organisation sociale nouvelle dans le détail de laquelle nous ne pouvons pas entrer ici. Lorsque la réforme sera opérée, quand

1. MARLO. *Untersuchungen über die Organisation der Arbeit oder System der Weltökonomie*, 2^e édition, 1863. *Op. cit.*, p. 270.

tous les ressortissants d'un Etat pourront acquérir un certain degré d'aisance, ou plutôt de fortune par le travail, quand, en même temps, ils se rendront pleinement compte, grâce à leur culture morale, de leurs devoirs de chefs de famille, peut-être alors la contrainte morale deviendra-t-elle inutile. Mais il semble bien qu'il n'y ait là qu'une simple probabilité de l'aveu même de Marlo, car il propose encore, pour contenir l'accroissement de la population, d'autres moyens tels que l'établissement d'un minimum d'âge matrimonial très élevé, l'encouragement du célibat, de l'émigration, de la colonisation ; il propose même d'apporter des obstacles à l'immigration et d'expulser les étrangers.

Dühring (1).

Marlo était effrayé de l'accroissement possible de la population, et sans partager toutes les vues de Malthus, il le félicitait cependant d'avoir su mettre en évidence le danger d'une fécondité trop grande. Dühring, au contraire, affecte de ne s'occuper de Malthus qu'accessoirement, à cause de l'influence trop considérable qu'il exerce encore. Et il se laisse

1. Dühring ne saurait être considéré comme un socialiste proprement dit. Cependant en raison de la tendance socialisante que l'on rencontre chez lui, nous avons cru devoir lui consacrer quelques développements.

aller aux accusations les plus basses et les plus dénuées de consistance (1).

Tout d'abord Dühring examine la vie de Malthus. Il la suit pour ainsi dire pas à pas et attache une très grande importance à ce fait qu'il s'est marié, croyant par là faire ressortir la contradiction manifeste qui, dans son esprit, existe entre les conceptions philosophiques de l'auteur de *l'Essai sur le principe de population* et sa conduite. A ce sujet, Dühring rapporte une visite qu'aurait faite à Sismondi, à Genève, Malthus suivi de ses onze filles. S'il faut en croire une autre version assurément plus digne de foi, Malthus n'aurait eu que trois enfants dont deux seulement lui auraient survécu. Peu importe, d'ailleurs, dans le fait. Malthus s'est borné à déconseiller le mariage à celui qui n'est pas à même de nourrir une famille, jamais il n'a prétendu que la contrainte morale dût fonctionner toujours et de la même façon.

Commentant le succès qu'a eu en Angleterre *l'Essai sur le principe de population*, Dühring explique son retentissement par la situation qui était faite à Malthus par son titre de pasteur. « La bigoterie de la société anglaise, dit-il, a dû venir en aide à

1. DUHRING. *Kritische Geschichte der Nationalökonomie und des Socialismus*, 1871.

Cursus der National und Socialökonomie, 1873.

l'ecclésiastique (1). » Ce sont là, il faut en convenir, des critiques bien mesquines et il est plus conforme à la vérité d'attribuer le succès de l'ouvrage à son caractère de pamphlet politique anti-socialiste, dans sa première édition, et d'ouvrage scientifique dans la seconde.

Quant à la théorie même de Malthus, Dühring commence par déclarer absurdes les deux propositions qui lui servent de base : elles vont jusqu'à l'infini et l'infini ne peut pas se réaliser. Il semble bien que là encore Dühring n'ait pas su comprendre Malthus. Car s'il est vrai que la population ait tendance à s'accroître en progression géométrique, cette tendance est contrariée dans sa réalisation par les mille fléaux compris sous le nom de vice et de malheur. Et si, d'autre part, les subsistances ne peuvent être augmentées au mieux que dans une progression arithmétique, il ne faut pas voir là une augmentation réelle, mais seulement un maximum qui est loin d'être atteint. D'ailleurs Dühring voit bien plutôt dans l'accroissement de la population une augmentation des forces productives qu'un danger. Des avantages de la division du travail, il tire ce principe : les besoins augmentent en proportion du nombre, les forces augmentent dans une mesure beaucoup plus

1. DUHRING. *Kritische Geschichte der Nationalökonomie und des Socialismus*, 1871. *Op. cit.*, p. 177.

grande. Il oublie alors que l'état de la technique ne permet pas de multiplier sans cesse la division du travail et aussi que passé une certaine limite, cette division du travail ne présente plus que des inconvénients. Lui-même il indique une autre limitation : l'épuisement des ressources naturelles. « Déjà, dit-il, par la fixation du domicile et l'établissement des hommes en groupes déterminés, des limites ont été tracées à la production des moyens d'existence et à l'augmentation de la population, limites qui se trouvent bien en deça de la population de la terre. » Si le mode d'exploitation existant commence à fournir le maximum de ressources, de nouveaux progrès de la technique devront survenir pour donner plus d'élasticité à la production. Que ces progrès ne surgissent ou ne puissent être mis en œuvre, alors il faudra modifier l'organisation économique, ouvrir un champ plus large au mouvement ascensionnel de la population, mettre en place du régime actuel un régime à capacité de population incomparablement plus grande, au travail salarié substituer le travail sociétaire. Et si le recul des ressources naturelles persiste, il n'y aura plus qu'une issue, l'émigration.

On objectera que l'émigration n'est possible que pour un pays isolé. Dühring tient pour invraisemblable qu'une telle situation s'étende à toute la terre. Il croit plutôt à une sorte de mouvement de va-et-vient de la population. Pourtant, il reconnaît que si

cette situation particulière à un pays déterminé devait s'étendre au globe entier, aucun accroissement de la population ne serait plus possible désormais. « Il ne saurait plus être question de progrès que là où l'homme ne serait pas sous la dépendance des ressources naturelles, dans le travail concernant les idées et l'organisation de la société (1). »

Karl Marx (2).

Nous avons vu précédemment que si Lassalle et Rodbertus avaient à peine effleuré le problème de la population, Marlo, au contraire, avait envisagé la question sous tous ses aspects. Karl Marx, lui-même, ne s'en désintéresse pas, et à la loi de population telle que Malthus l'avait formulée, il en substitue une autre propre au mode de production actuel, qui se dégage d'elle-même de ce mode de production et qui doit disparaître avec lui.

Karl Marx attaque à la fois et la personnalité et l'œuvre de Malthus. Parlant des disciples d'Adam Smith qui, au XVIII^e siècle, ont produit quelque chose de remarquable, il mentionne seulement Eden. Pourtant, il prévoit qu'on lui opposera Malthus. Et alors,

1. SOETBER. *Die Stellung der Socialisten zur Malthüs'schen Bevoelkerungslehre*, 1886. *Op. cit.*, p. 87.

2. KARL MARX. *Le Capital*. Traduction Roy.

il se laisse aller à une violente diatribe contre l'auteur de l'*Essai sur le principe de population*. « On m'objectera peut-être, dit-il, l'*Essai sur la population* publiée en 1798 ; mais dans sa première forme, ce livre de Malthus, n'est qu'une déclamation d'écolier sur des textes empruntés à De Foe, Franklin, Wallace, Sir James Stewart, Townsend, etc... Il n'y a ni une recherche, ni une idée du cru de l'auteur (1). » L'œuvre de Malthus n'est ainsi qu'un plagiat où l'on ne rencontre pas même une seule idée personnelle. Si le succès de l'ouvrage a été aussi grand, cela est dû uniquement aux circonstances au milieu desquelles il a fait son apparition. Les partis oligarchiques, en Angleterre, effrayés par les progrès des idées nouvelles qui s'étaient fait jour en France, avaient cru trouver en lui un auxiliaire. De là le succès de l'ouvrage, Malthus lui-même en fut étonné et « il s'appliqua alors à fourrer dans l'ancien cadre de nouveaux matériaux superficiellement compilés (2) ».

Nous avons déjà fait justice de ces attaques et nous avons montré que, si l'*Essai*, dans sa forme primitive était conçu dans un but politique, Malthus avait vite compris qu'il fallait lui donner une base plus solide, une base scientifique (3).

Il convient aussi de s'élever contre le reproche de

1. MARX, *op. cit.*, p. 271, note.

2. MARX, *op. cit.*, p. 271, note.

3. Voy. plus haut, p. 18.

plagiat formulé par Karl Marx. La question de la population avait été fort discutée dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et il est bien certain que Malthus connaissait ces discussions. Lui-même, nous le dit dans la préface de la seconde édition du *Principe de population*. « La première édition de cet ouvrage parut en 1798. Ce fut un écrit de M. Godwin qui me mit la plume à la main, comme je l'annonçai dès lors dans ma préface. Je suivis l'impulsion du moment et j'employai les matériaux que j'avais à ma portée à la campagne où je vivais. Hume, Wallace, Adam Smith, Price furent ceux qui me servirent de guides... En me livrant à ces recherches, je m'aperçus qu'on avait beaucoup plus fait en ce genre que je l'imaginais à l'époque où je publiais la première édition de mon *Essai*. La misère et le malheur causés par un accroissement de population trop rapide avaient été indiqués dès le temps de Platon et d'Aristote. Tout récemment, ce sujet a été traité par quelques économistes français, par Montesquieu occasionnellement, et parmi les écrivains anglais, par Franklin, Sir James Stewart, Arthur Young et Townsend. » Mais si tous ces auteurs avaient très nettement établi que la population devait toujours être maintenue au niveau des moyens de subsistance, ils s'étaient peu occupés des différents moyens par lesquels l'équilibre pouvait être établi et ils ne s'étaient point attachés à suivre les conséquences du principe et les résul-

tats pratiques qu'on en pouvait tirer. Là est le grand mérite de Malthus. S'il n'a pas le premier formulé le principe, le premier il en a dégagé toutes les conséquences et surtout il a montré quel remède il convenait d'apporter aux maux qu'entraînait avec lui l'excès de population.

Mais Karl Marx, ne s'attaque pas seulement à Malthus et à la personnalité de son œuvre, il s'élève aussi contre le principe même de sa loi. « Chacun des modes historiques de la production sociale a aussi sa loi de population propre qui ne s'applique qu'à lui, qui passe avec lui, et n'a, par conséquent qu'une valeur historique. Une loi de population abstraite et immuable n'existe que pour la plante et l'animal et encore seulement tant qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme(1). » Comment donc s'exprime la loi de population qui distingue l'époque capitaliste et correspond à son mode de production particulier ?

Ce qui caractérise l'époque capitaliste, c'est la division des individus en deux classes, les possédants et les non possédants. D'un côté les individus pourvus d'abondants moyens de production, qui entreprennent cette production, les capitalistes ; de l'autre, les individus dépourvus de tout moyen de production, n'ayant rien d'autre que leur force travail qu'ils sont

1. MARX. *Le Capital*. Trad. Roy. Op. cit., p. 278.

contraints de vendre aux premiers, les prolétaires. Cette force travail que les prolétaires sont ainsi contraints de vendre aux capitalistes, a une valeur. Comment la détermine-t-on ? Comme la valeur de toutes les marchandises par le temps de travail nécessaire à sa production. Et ce temps de travail nécessaire à la production de la force travail se résoud lui-même dans le temps de travail nécessaire à la production des moyens de subsistance. Car, dit Marx, « la force travail n'existe en fait que comme puissance ou faculté de l'individu vivant. L'individu étant donné, il produit sa force vitale en se reproduisant ou en se conservant lui-même. Pour son entretien ou pour sa conservation, il a besoin d'une certaine somme de moyens de subsistance (1). » La somme des moyens de subsistance doit ainsi suffire pour entretenir l'ouvrier dans son état de vie normal. Elle doit pouvoir satisfaire à tous les besoins naturels qui varient suivant les lieux, les climats et aussi les temps. Mais aussi elle doit comprendre « les moyens de subsistance des remplaçants (2) » car il ne faut pas oublier que l'homme est mortel et que les forces travail que la mort vient enlever doivent être constamment remplacées. Elle doit comprendre les moyens de subsistance nécessaires à la formation et à l'éducation de la force travail.

1. MARX, *op. cit.*, p. 73.

2. MARX, *op. cit.*, p. 73.

Ainsi le capitaliste achète sur le marché la force travail à un taux qui est déterminé comme pour toutes les marchandises par le temps de travail nécessaire à sa production. Mais ce qu'il acquiert ainsi, ce n'est pas une valeur en échange, c'est une valeur en usage. Pendant le temps dont il en dispose, il va donc en tirer, comme le fait tout acheteur de toute autre marchandise, la plus grande valeur en usage possible. Son but, c'est de faire produire à cette force travail plus qu'il n'a dépensé pour se la procurer, car ce n'est qu'à cette condition qu'il y aura quelque chose pour lui. Soit par exemple, la journée de travail de douze heures. Le capitaliste achète la force travail d'un ouvrier pour en avoir l'usage pendant douze heures. Il paie cette force travail cinq francs, ce qui représente son coût de production. En fait, l'ouvrier produirait suffisamment pour s'entretenir et se conserver en huit heures. Le capitaliste paie donc pour huit heures, ce que l'ouvrier lui fournira en douze heures. Puis il vend le produit de ces douze heures. Le travail nécessaire, c'est les huit heures, les quatre heures, différence entre huit et douze heures c'est le surtravail, la plus-value.

La partie du capital qui a été ainsi employée en achat de la force travail, qui a été transformée en force travail et qui change de valeur dans le cours de la production, puisqu'elle reproduit son équivalent plus un excédent, une plus-value, se nomme capi-

tal variable. Par opposition, on appelle capital constant la partie du capital qui, dans le cours de la production se transforme en moyens de production, et dont la valeur, par conséquent ne se modifie pas. Sans doute la valeur des matières premières ou des instruments de travail employés peut changer. Mais ces changements de valeur prennent naissance en dehors du procès de la production et ne modifient en rien le caractère de capital constant des moyens de production.

Or la proportion entre le capital constant et le capital variable est d'une importance considérable, puisque le capital variable est cette partie du capital qui est convertie en force travail. Il est bien évident, en effet, que plus ce rapport sera grand, c'est-à-dire plus la valeur des moyens de production employés dépassera la quote-part du capital affecté à l'achat de la force travail, plus la condition des ouvriers sera misérable. Tel est bien le caractère du mode de production capitaliste. Ce que se propose le capitaliste, « c'est de s'enrichir en faisant valoir son capital, en produisant des marchandises où il fixe plus de travail qu'il n'en paie, et dont la vente réalise donc une portion de valeur qui ne lui a rien coûté. Fabriquer de la plus-value, telle est la loi absolue de ce mode de production... Il est de la nature du salaire de mettre toujours en mouvement un certain quantum de travail gratuit. L'augmentation du salaire

n'indique donc, au mieux, qu'une diminution relative du travail gratuit que doit fournir l'ouvrier, mais cette diminution ne peut jamais aller assez loin pour porter préjudice au système capitaliste » (1).

Si l'intérêt du capitaliste est de dégager le plus possible de plus-value, « de fabriquer de la plus-value », il est de toute évidence qu'il s'y appliquera de toutes les façons. Il s'ingéniera à réduire son capital variable par rapport à son capital constant. Or tel est le fait qui s'est réalisé dans le courant du XIX^e siècle. Jusqu'au commencement du XIX^e siècle, l'industrie était encore relativement calme. A l'aide d'outils, les travailleurs effectuaient la majeure partie de la production, le rapport entre le capital variable et le capital constant leur était favorable. Mais survint la puissante révolution industrielle marquée par la découverte de la machine à vapeur. L'ère du machinisme commence. Peu à peu la machine se substitue à l'outil et prend le rôle capital dans la production. Elle effectue à un moindre prix ce que le travailleur exécutait auparavant, elle augmente la force de production du travail, et ainsi en admettant que cette production ne soit pas accrue elle rend superflu un certain nombre de travailleurs.

Soit, en effet, un capitaliste occupant 100 ouvriers moyennant un salaire quotidien de 500 francs. Ces

1. MARX, *op. cit.*, p. 272.

100 ouvriers produisent une valeur journalière de 800 francs. Le profit du capitaliste est ainsi de 300 francs. Supposons qu'il soit inventé une machine qui, servie par 50 ouvriers seulement, donne un produit égal à celui des 100 ouvriers employés primitivement. Le prix d'achat de cette machine et son entretien pendant une année sont de 60.000 francs, soit 200 francs par jour, en admettant que l'année compte 300 jours de travail. Si le capitaliste acquiert la nouvelle machine et emploie dorénavant 50 ouvriers avec un salaire de 5 francs, ses déboursés ne sont plus de 500 francs comme précédemment, mais de 450 francs. Le profit qu'il réalise ainsi n'est plus de 300 francs, mais de 350 francs.

Que vont devenir les 50 ouvriers qui ont été rendus superflus par l'introduction de cette nouvelle machine ? Est-ce que, dans un sentiment de pitié pour ces travailleurs qui seront ainsi obligés de chercher ailleurs de l'occupation, le capitaliste se refusera à cesser de les employer ? Il s'en gardera bien, et, d'ailleurs, le voudrait-il qu'il ne le pourrait. Car cette machine, ses concurrents vont se la procurer. Puis, pour attirer à eux une clientèle plus nombreuse, ils vont offrir leur production journalière à un prix inférieur à 800 francs, à 780 francs par exemple, se contentant d'un profit quotidien de 330 francs, supérieur encore de 30 francs, à leur profit primitif. Et ils poursuivront sans cesse dans cette voie, de telle sorte

que celui qui reste attaché à l'ancienne méthode de production, obligé de se contenter d'un profit de plus en plus petit, ne tarde pas à faire faillite; il est écrasé par la concurrence.

Mais le machinisme produit un autre effet, aussi désastreux que le premier. La machine a pour effet direct de simplifier le travail, de le décomposer en un certain nombre de mouvements simples. S'il n'est plus besoin d'un long apprentissage pour entreprendre une tâche, il est de moins en moins nécessaire d'être doué d'une grande vigueur physique. Le travail, par suite de l'introduction de la machine, se réduit de plus en plus à un travail de direction et de surveillance, nécessitant bien plutôt un effort d'intelligence qu'une grande force musculaire. Dès lors il devient aisé aux femmes et aux enfants de trouver de l'occupation. Et, comme le salaire des femmes et des enfants est considérablement plus faible que celui des hommes, ceux-là sont préférés à ceux-ci. Grâce à la machine, le travail des femmes et des enfants a été encouragé d'une manière fâcheuse.

Enfin le machinisme a une autre conséquence indirecte. Les travailleurs qui ont été ainsi rendus disponibles, qui ont été expulsés par les machines des différentes branches de la production, exercent une pression sur le marché du travail. Les prolétaires qui sont restés occupés sont obligés de consentir des conditions plus lourdes. Leur salaire qui ne saurait

tomber au-dessous du coût de production reste le même. Mais la durée du travail est augmentée, ce n'est plus dix heures, par exemple, mais douze heures de travail qu'ils devront fournir désormais. Et ainsi l'augmentation de la durée de la journée de travail, qui, assurément, ne saurait être poussée au-delà de certaines limites produit ce résultat de rendre inutile l'occupation de travailleurs plus nombreux.

Pour plus de simplicité, nous avons supposé jusqu'ici que, depuis l'introduction des machines, la production ne s'était en aucune façon accrue. Il nous faut maintenant envisager les faits dans toute leur complexité. Nous avons montré que le capitaliste, grâce à l'emploi des machines, pouvait, tout en réalisant un profit plus considérable qu'auparavant, offrir ses produits sur le marché à un moindre prix. Ces produits seront ainsi plus demandés. Dès lors, le capitaliste, séduit par l'appât d'un gain de plus en plus grand, sera poussé à augmenter encore le chiffre de ses affaires : il emploiera des moyens de production plus nombreux, il occupera un nombre plus considérable d'ouvriers. Et ainsi il sera fait appel, sinon à tous les travailleurs expulsés par les machines, du moins à une partie d'entre eux.

Tel paraît bien être le cas, mais ce n'est là qu'une vue superficielle des choses. Les capitalistes, en effet, seuls détenteurs des moyens de production, ne la

dirigent qu'en vue de la conservation et de l'accroissement de leurs capitaux. Ils s'efforcent sans cesse d'étendre leur marché, de se créer de nouveaux débouchés, de produire plus, en un mot, puisque leur profit est en raison directe du chiffre de leur production. Nous avons montré comment par là ils étaient obligés de multiplier leurs moyens de production, de faire appel à de nouveaux ouvriers. Mais tous les capitalistes étant ainsi engagés dans cette voie de production à outrance, sans d'autre souci que leur intérêt personnel, il ne tarde pas à se produire des engorgements. Les nouveaux débouchés sont à leur tour saturés ou enlevés par la concurrence. Les conditions du marché ne sont plus favorables à l'augmentation du capital et à la production d'une plus-value, les capitalistes suspendent l'utilisation de leurs capitaux et licencient leurs ouvriers. Dès lors la crise éclate. Les travailleurs qui ne reçoivent plus de salaires ne peuvent plus acquérir les objets de consommation formant stock, d'où misère pour eux et leur famille, en même temps que dépréciation des capitaux entre les mains des capitalistes. « La présence de l'armée de réserve industrielle, sa rentrée tantôt partielle, tantôt générale dans le service actif, puis sa reconstitution sur un cadre plus vaste, tout cela se retrouve au fond de la vie accidentée que traverse l'industrie moderne, avec son cycle décennal à peu près régulier — à part des

autres secousses irrégulières — de périodes d'activité ordinaire, de production à haute pression, de crise et de stagnation (1).»

Et ces crises, toujours inévitables, deviennent de plus en plus étendues et inévitables à mesure que le capitalisme s'identifie en lui-même. Car, d'une part, le nombre des représentants de la production individuelle diminue sans cesse ; par suite de l'impossibilité où ils se trouvent de soutenir la concurrence, les petits producteurs, écrasés par ceux qui disposent de capitaux plus considérables, tombent dans le prolétariat. Et d'autre part, la conquête des débouchés échappe de plus en plus aux capitalistes. A tel point que peu à peu, aux crises périodiques se substituera une crise permanente.

Ainsi l'accumulation des capitaux entre les mains d'un nombre de plus en plus restreint d'individus, telle est la caractéristique du mode de production capitaliste. Toutes les méthodes qu'il emploie pour rendre le travail plus productif sont autant de méthodes pour augmenter la plus-value, pour produire le capital au moyen du capital. A mesure que l'industrie et le capital se développent, se produisent dans la composition technique de celui-ci des changements qui amoindrissent progressivement la partie variable par rapport à la partie constante. Ainsi les prolétaires tra-

1. MARX, *op. cit.*, p. 279.

vaillent eux-mêmes à leur perdition ; en même temps qu'ils provoquent une accumulation du capital, ils contribuent à se rendre relativement superflus. « La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonctions, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail sont plus considérables. Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. Mais plus la réserve grossit comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi générale absolue de l'accumulation capitaliste (1). »

Il nous faut maintenant examiner le contenu de la doctrine de Marx. Ce qui fait le fond même de sa théorie, c'est cette idée que les progrès de la technique moderne de la production doivent aller sans cesse croissants. Est il bien vrai que ce développement doive suivre toujours cette marche ascendante ? On ne saurait l'affirmer. Cependant qui oserait soutenir

1. MARX, *op. cit.*, p. 284.

qu'un jour aussi viendra où l'on ne pourra plus compter sur des découvertes susceptibles de révolutionner l'industrie comme l'a fait la découverte de la machine à vapeur? Mais il faut aussitôt faire observer que la découverte d'un procédé de fabrication nouveau n'entraîne pas un bouleversement immédiat et complet d'une industrie d'un genre déterminé. L'introduction de la nouvelle machine a lieu seulement lorsque l'on peut, sans consentir une trop grosse perte, sacrifier l'ancien outillage, et surtout lorsque des ouvriers ont été mis à même de la diriger. Dès lors les inconvénients qui sont inhérents à une révolution subite de la production font défaut.

D'ailleurs, abstraction faite de ce qui précède, on peut se demander si les maux causés aux travailleurs par l'introduction des machines ne sont pas largement compensés par le développement de l'industrie qui en est la conséquence. En d'autres termes, en déplaçant des ouvriers engagés, la machine ne dégage-t-elle pas, par ce fait même, un capital destiné à les employer à nouveau dans une autre industrie quelconque? C'est la théorie dite de la compensation. Supposons une industrie fonctionnant avec un capital de 500.000 francs; la moitié de ce capital est avancée en matières premières, l'autre moitié est consacrée au paiement annuel de 100 ouvriers. On invente une machine permettant, avec 50 ouvriers, d'exécuter le même travail que les

100 ouvriers primitifs. Le coût de cette machine est de 125.000 francs. On licencie donc la moitié des travailleurs et on les remplace par une machine d'une valeur égale à leur salaire. Dégage t-on du capital par cette opération? En aucune façon; l'élément variable est tombé de la moitié au quart du capital total. Au lieu d'être dégagé, un capital de 125.000 francs se trouve engagé sous une forme où il cesse d'être échangeable contre de la force travail, c'est-à-dire que de variable, il devient constant. Mais supposons maintenant que le prix de la machine soit inférieur à la somme des salaires supprimés, qu'il soit par exemple de 80.000 francs. Dès lors un capital de 45.000 francs se trouve dégagé et peut fonctionner comme nouveau capital. Marx ne le conteste nullement; il se borne à remarquer que ce capital dégagé permettrait seulement d'employer 18 ouvriers tandis que 50 ont congédiés. En réalité même, ajoute-t-il, ce chiffre de 18 ne serait pas atteint, car les 45.000 francs dégagés, pour se convertir en capital doivent en partie être dépensés en matières premières ou en moyens de production, ils doivent renfermer un élément constant inconvertissable en salaires (1).

Marx repousse ainsi la théorie de la compensation, et du point de vue auquel il se place, il a parfaitement raison. Mais les ouvriers que la machine

1. MARX, Voy. ch. XV, sect. 6.

remplace et rejette sur le marché du travail ne peuvent-ils pas trouver de l'occupation dans un autre genre d'industrie? Que leurs chances soient précaires, comme Marx le prétend, cela se conçoit. Mais elles ne sont pas pour cela nulles. Avec l'introduction des machines, la division du travail a été poussée à un degré qui était inconnu jusqu'alors: Le travail a été décomposé, pour ainsi dire, en une série de mouvements simples et d'une exécution aisée. Il en est résulté une diminution considérable de la durée de l'apprentissage, et la mobilité du travail d'un emploi dans un autre a été augmentée d'autant.

Cette mobilité du travail qui est ainsi favorisée par l'introduction des machines va pouvoir jouer plus complètement grâce à leur emploi. Car il ne faut pas oublier que si les machines sont une méthode abrégée de travail, elles sont aussi un moyen d'augmenter sa productivité. Or, pour que la production augmente, il faut, de toute nécessité, qu'il soit fourni une quantité plus grande de matières premières. Puis, comme la demande continuera à croître, on mettra en exploitation des terres et des mines nouvelles plus éloignées des lieux de fabrication. De nouvelles branches de production naîtront, l'industrie des transports se développera. Et ainsi des débouchés jusqu'alors inconnus seront ouverts aux travailleurs.

Marx, lui-même, est contraint de convenir de ce résultat. « Quoiqu'elle supprime plus ou moins d'ou-

vriers dans les métiers ou les manufactures où elle vient d'être introduite, la machine peut néanmoins occasionner un surcroît d'emploi dans d'autres branches de production, mais cet effet n'a rien de commun avec la soi-disant théorie de compensation (1). » Quand bien même cela serait, que les travailleurs chassés d'une branche de la production trouvent de l'emploi dans un autre genre d'industrie grâce à un nouveau capital ou grâce au capital déjà fonctionnant, converti en machines, peu importe, dans le fait. L'essentiel est qu'ils trouvent de l'occupation. D'ailleurs, quoique le mode de production capitaliste remédie dans une mesure assez large aux inconvénients qu'il cause, nous ne saurions nier ces inconvénients. Il est regrettable que l'introduction des machines dans un genre d'industrie déterminé, ait pour corrélatif, — dans une mesure plus faible que Marx ne l'admet, cependant — le renvoi d'un certain nombre d'ouvriers.

En ce qui concerne les crises, il faut reconnaître aussi que leur apparition est une cause de misère pour la classe ouvrière. Cela est incontestable. Mais faut-il aller jusqu'à dire avec Marx que ce fait soit inséparable de l'individualité de la production et que seul l'avènement du régime collectiviste puisse le faire disparaître ?

Il convient tout d'abord de faire observer que les

1. MARX, *op. cit.*, p. 197.

successions de crises qui, dans l'esprit de Marx, devaient aller se répétant dans un cycle d'années de plus en plus restreint, sont, au contraire, devenues plus rares et moins désastreuses, elles n'ont pas étendu leurs effets sur le monde entier et sont restées plutôt des crises nationales. Et cela se conçoit. La production s'est accrue parallèlement dans toutes les branches d'industrie. Les capitaux accumulés ont acquis une puissance énorme ; maniés par des banquiers internationaux, ils peuvent se porter sur les points menacés où ils sont attirés par la hausse du taux de l'intérêt et y maintenir l'élasticité du marché financier. Les brusques irrégularités de la production industrielle trouvent encore un frein dans la réduction de la journée de travail et l'interdiction légale du travail de nuit.

Ce n'est pas à dire cependant que les crises ont complètement disparu. Qu'il nous suffise de citer la crise sucrière française de 1882, la crise Baring provoquée par la spéculation sur les valeurs de l'Amérique du Sud en 1892, la crise australienne et américaine de 1893, la crise allemande de 1901, la crise américaine de 1907. Mais leur existence est-elle liée au mode de production actuel.

Il est incontestable que si ce que chacun devait consommer était rigoureusement déterminé, le danger d'un excès de population et par conséquent d'une crise serait facile à écarter : il suffirait de calculer le

nombre d'individus formant la société pour régler la production en rapport étroit avec le besoin. Mais qui serait chargé de ces calculs ? L'autorité collectiviste publierait la quantité de produits de chaque espèce qui serait nécessaire et désignerait nommément les travailleurs pour chaque espèce de produits ou bien fixerait à chacun la quantité de sa production ?

Que deviendrait alors la liberté individuelle ? Parmi les socialistes modernes il en est qui se sont acharnés à la sauvegarder, ils ont montré qu'il fallait utiliser la statistique pour en tirer les conséquences qui se dégagent d'elles-mêmes du jeu de la loi de l'offre et de la demande sur les marchés libres. Mais les erreurs de calcul ne seront-elles pas encore fréquentes ? Quelque grand que soit l'intérêt des fonctionnaires qui seront chargés d'adapter la production aux besoins, saurait-il être rapproché de celui des entrepreneurs particuliers libres qui sont directement et personnellement responsables de cette adaptation ? Il semble bien que tant que n'interviendra pas un changement radical de la nature humaine, il faille proclamer la supériorité du principe de la responsabilité personnelle.

Du reste, il s'en faut que les crises aient pour origine une surproduction générale, elles sont bien plutôt dues à des surproductions partielles et accidentelles. Mais lorsqu'elles frappent des industries de première importance, comme la métallurgie ou l'in-

dustrie textile par exemple, elles se répercutent sur toutes les industries annexes ou dérivées et sur tout le marché financier. Dès lors par ces incidences répétées, la perturbation peut être telle que l'organisme économique tout entier s'en trouve affecté : la crise issue d'une surproduction partielle se transforme en crise générale. Et ainsi la surproduction générale, aux périodes de grandes perturbations, apparaît non pas comme la cause mais comme la conséquence de la crise.

Quoiqu'il en soit, les crises de la production ont une répercussion fâcheuse sur le sort de la classe ouvrière, et il faut accorder à Marx qu'elles soient un facteur qui mérite attention quand on veut ériger une loi de population. Est-ce à dire que ce soit le seul ? Au-dessus de la loi posée par Marx n'y a-t-il pas une autre loi plus générale, d'après laquelle les hommes comme les plantes et les animaux ont tendance à s'accroître au delà de leurs moyens d'existence ?

Tandis que Malthus donne pour fondement à la surpopulation cette tendance qu'ont les hommes à s'accroître plus rapidement que leurs moyens de subsistance, Marx, au contraire, la fait résulter d'une diminution de la demande de travail. A la vérité, il faut blâmer Malthus d'avoir complètement négligé cette considération. Pourtant on ne saurait trop lui tenir rigueur si l'on songe que les grandes

découvertes qui ont révolutionné l'industrie se sont seulement réalisées postérieurement à la publication de l'*Essai sur le principe de population*. Pareille excuse ne saurait être invoquée en faveur de Marx : il connaissait la loi de population telle que Malthus l'avait formulée. Mais pourquoi s'y arrêter ? Que pouvait lui apprendre ce valet des intérêts conservateurs ? N'était-il pas plus profitable aux partis oligarchiques d'expliquer la surpopulation par les lois immuables de la nature, plutôt que par les lois historiques de la production ?

Nous ne pouvons donc accepter d'une façon absolue et exclusive la loi de population telle qu'elle est formulée par Marx. Il est bien vrai que le mode actuel de production contribue dans une certaine mesure à rendre des travailleurs superflus. Mais dans une faible mesure seulement ou plutôt pendant de courtes périodes, les périodes de crises. Et encore cet inconvénient est largement compensé par le développement simultané de toutes les branches de la production.

Engels

De Marx, il convient de rapprocher son ami Frédéric Engels, qui, en 1847, rédigea de concert avec lui le *Manifeste du parti communiste*, et collabora, avec Lassalle, Wolf, et quelques autres écrivains, à la

Nouvelle Gazette Rhénane qui parut pendant quelques mois à Cologne sous la direction de Marx, après son expulsion de Belgique. Déjà, en 1844, il avait écrit dans les *Annales franco-allemandes* publiées à Paris, sous la direction de Marx et d'Arnold Ruge, un mémoire intitulé *Esquisse d'une critique de l'Economie Politique*, dans lequel on trouve une discussion de la loi de population de Malthus.

Tout d'abord Engels blâme Malthus de demander qu'on laisse les pauvres mourir de faim. Il est bien certain que Malthus a prêché l'abrogation du devoir d'assistance publique tel qu'il était pratiqué en Angleterre, et qu'il a proposé en conséquence un plan d'abolition graduelle de la taxe des pauvres. Mais le but qu'il se proposait alors n'était pas, comme on l'a dit, de vouloir qu'on laisse les pauvres mourir de faim. Bien au contraire, il pensait que si les pauvres étaient pleinement convaincus que les lois de la nature ne leur donnent aucun droit à l'assistance, ils se sentiraient fortement tenus de mener une vie frugale et laborieuse, ils useraient de plus de prudence à l'égard du mariage. D'ailleurs si Malthus combat ainsi le devoir d'assistance publique, il ne nie pas que la charité privée doive parfois intervenir. Mais cette dernière ne soulève pas les mêmes objections. « Si les pauvres, en Angleterre, étaient bien convaincus qu'ils n'ont aucun droit à être entretenus et qu'en temps de disette ou d'urgente détresse, on vint libéralement à leur

secours, comme je pense qu'on le ferait, je ne puis m'empêcher de croire que les liens d'union entre le riche et le pauvre seraient plus étroitement serrés qu'ils ne le sont actuellement, et que les classes inférieures de la société, ayant moins de motifs réels d'irritation et de mécontentement, seraient beaucoup moins livrées à ces pénibles inconvénients (1). »

A un autre point de vue, Engels reproche encore à la loi de population de contenir en elle le conseil de faire mourir sans douleur une partie des nouveaux-nés de la classe ouvrière. Il représente Malthus comme l'auteur véritable de cette doctrine qu'il flétrit comme le système le plus rigoureux, « un système de désespoir, une accusation contre la nature et l'humanité ». Nous avons déjà fait justice de ces attaques, de cette légende du malthusianisme, et nous avons montré que le seul remède préconisé pour éviter le débordement de la population était dans la contrainte morale. « C'est le devoir de tout individu de l'espèce humaine de ne songer au mariage que lorsqu'il a de quoi suffire aux besoins de sa progéniture. C'est à diriger et à régler le principe de population que nous devons nous appliquer, et non à l'affaiblir ou à l'altérer. Et si la contrainte morale est le seul moyen légitime d'éviter les maux qu'il

1. MALTHUS. *Essai sur le principe de population*. Trad. Prevost. Ch. : du droit des pauvres à être nourris.

entraîne, nous ne serons pas moins tenus à la pratique de cette vertu que nous ne le sommes à celle de toutes les autres dont l'utilité générale nous prescrit l'observation (1) ».

Si nous passons maintenant des injures qu'Engels adresse à Malthus à l'exposé de ses idées sur la crainte d'une surpopulation, nous voyons Engels déclarer qu'il est plaisant de parler dès aujourd'hui d'un excès de population. Un tiers à peine de la surface terrestre est actuellement en culture ; dans la vallée du Mississipi, il y a encore assez de terres incultes pour suffire à l'entretien d'une population égale à celle de l'Europe. La production actuelle pourrait être portée au sextuple et plus si l'on employait tous les moyens fertilisants connus. Puis les progrès de la science sont infinis : qui oserait assigner une limite au progrès ?

Pourtant Engels reconnaît que la théorie de Malthus contient une part de vérité, il proclame que sous les rapports actuels, la population presse sur les moyens de subsistance. Mais le fondement de cette pression ne saurait être dans un accroissement trop fort de la population. Comme l'a montré Marx, il ne saurait être question de surpopulation absolue, mais bien plutôt de surpopulation relative. Nous nous bornerons donc à renvoyer à l'exposé que nous avons fait précédemment de cette théorie.

1. MALTHUS. *Op. cit.* Ch. : de la contrainte morale, *in fine*.

QUATRIÈME PARTIE

LE SOCIALISME CONTEMPORAIN

Si l'on voulait faire une étude approfondie du mouvement socialiste tel qu'il s'est manifesté dans ces trente dernières années, il conviendrait de faire une importante distinction. Parmi les socialistes, en effet, il en est, comme Kautsky et Bebel, qui continuent la vraie tradition marxiste. D'autres, au contraire, impressionnés par la considération que les faits ne s'accordent pas toujours avec la théorie de Marx, ont abandonné plus ou moins sa conception. De là, toutes les formes de socialisme qui sont apparues dans le dernier quart du XIX^e siècle : socialisme réformiste, sociétarisme, solidarisme, collectivisme agraire, etc...

Une telle distinction sort du cadre restreint de cette étude. Nous ne saurions étudier les représentants de toutes ces écoles. La plupart, d'ailleurs, ne se préoccupent nullement du problème de l'équili-

bre de la population, ou lui apportent des solutions que nous avons déjà rencontrées. Nous nous attachons seulement à Kautsky, à Bebel, et à Henry George.

Kautsky (1)

Kautsky consacre à l'examen de la question de la population une grande partie de son ouvrage paru tout récemment : *Der Einfluss der Volksvermehrung auf den Fortschritt der Gesellschaft*, 1880.

Tout d'abord, Kautsky, comme la plupart des socialistes, se refuse à reconnaître à Malthus d'avoir poursuivi un but scientifique en publiant son *Essai*. D'après lui, Malthus, en établissant son *Principe de population* n'avait absolument en vue qu'un but politique : donner un nouvel appui au parti conservateur. Nous ne reviendrons pas sur ce reproche dont nous avons déjà fait justice (2).

Quoiqu'il en soit, Kautsky attache à la question de la population une très grande importance et reconnaît la vérité du principe formulé par Malthus sans plus de réserves que celui-ci. Les maux dont souffre l'humanité, dit-il, peuvent seulement se guérir si on reconnaît la vérité de la loi de population de Malthus

1. KAUTSKY, *Der Einfluss der Volksvermehrung auf den Fortschritt der Gesellschaft*, 1880.

2. Voy. plus haut, p. 18.

et si on lui accorde toute l'importance qu'elle a (1). A la vérité, il ne conteste pas que le jeu de cette loi ne doive être facilité et élargi par les progrès de la technique agricole avec lesquels il faut toujours compter et aussi avec l'abolition de la propriété privée du sol et la culture de celui-ci par des travailleurs libres et convenablement organisés. Mais il s'en faut que le danger d'un excès de population soit par là définitivement écarté. Ce danger est reculé à une époque plus ou moins lointaine, mais il subsiste toujours.

Puisque la population a tendance à s'accroître plus rapidement que les moyens de subsistance, il semblait donc que Kautsky dût aussi admettre les conclusions de Malthus. Le seul remède à cette disproportion entre la faculté d'accroissement de l'espèce humaine et la possibilité d'augmenter les moyens de subsistance réside dans la contrainte morale. Mais telle n'est pas, selon Kautsky, la voie dans laquelle il faille s'engager. Pour lui, en effet, comme pour Marx, ce qui caractérise le mode de production actuel, c'est la division des hommes en deux classes : d'un côté les possédants, de l'autre les prolétaires ; d'une part ceux qui détiennent les moyens de production, de l'autre ceux qui les mettent en œuvre par leur force travail. Et cette force travail, comme toutes les autres

1. V. MARTELLO, *Economia politica antimalthusiana*. Venise, 1894, p. 196.

marchandises, est soumise à la loi de l'offre et de la demande. La demande hausse-t-elle sur le marché du travail, son prix augmente ; l'offre au contraire, afflue-t-elle, son prix diminue. Si donc les travailleurs, devenaient plus prévoyants, de telle sorte que leur nombre s'accrût moins vite, le salaire, qui est la mesure de la valeur de cette force travail, deviendrait plus élevé et par là aussi leur condition deviendrait meilleure. Ainsi devrait-il en être, semble-t-il, et Malthus aurait alors raison de conseiller la prévoyance. Mais si le salaire augmente dans une telle proportion, l'entrepreneur, n'ayant en vue que son intérêt personnel, sera poussé à remplacer les travailleurs par des machines plus économiques, puisque ce sera pour lui le moyen de gagner plus. De telle sorte que la proposition de Malthus manque son but. « Malthus, dit Kautsky, voulait par sa proposition améliorer la condition des travailleurs, mais à quoi bon toutes les améliorations si l'ennemi augmente ses moyens de lutte dans une proportion équivalente ? (1) » Dans la société collectiviste seule, l'introduction des machines ne rendrait aucun travailleur superflu, car l'économie de travail qu'elle entraînerait serait partagée entre tous de la manière la plus équitable.

1. KAUTSKY. *Der Einfluss der Volksvermehrung auf den Fortschritt der Gesellschaft*, 1880. *Op. cit.*, p. 53.

Il faut bien convenir que des faits nombreux et significatifs viennent illustrer la thèse de Kautsky. Mais il faut se garder d'exagérer. Il n'est pas vrai que l'entrepreneur puisse toujours et à chaque instant du processus de la production, remplacer des travailleurs par des machines. La technique moderne n'a pas encore atteint un assez haut degré de perfection pour permettre ce résultat. Et, en admettant même que cette transformation fût possible, elle nécessiterait une mise de côté immédiate d'un capital parfois considérable que l'entrepreneur n'a pas toujours à sa disposition. Enfin la direction de ces machines ne saurait être confiée à des ouvriers qui n'auraient pas reçu une éducation spéciale, et cette éducation ne pourrait s'acquérir instantanément.

D'ailleurs Kautsky, outre qu'il trouve inutile le système de limitation volontaire par la contrainte morale proposé par Malthus, lui adresse un autre reproche. Il affirme que cette contrainte morale et la conclusion de mariage tardifs qui en est la conséquence, sont une cause de malheur. Et il en donne trois raisons, d'ordre essentiellement différent, mais cependant également impressionnantes.

Tout d'abord, Kautsky signale le danger que présentent les mariages tardifs. Les enfants sont exposés à perdre leur parents avant d'être arrivés à un âge suffisamment avancé pour pouvoir s'entretenir et se subvenir à eux-mêmes. Deviennent-ils orphelins de

trop bonne heure, il ne sont pas capables de discerner le bien et le mal. Leur éducation en souffre et aussi leur existence future. Abandonnés à eux-mêmes avant d'avoir atteint l'âge d'homme, ils courent le danger, par suite des mauvaises fréquentations, de tomber dans le vagabondage et de constituer la source où s'alimente la classe des misérables et des criminels précoces. Kautsky, à ce sujet, observe que chaque mariage devrait en moyenne durer trente ans, et prenant pour base les calculs de Caspers, il prétend que l'âge matrimonial ne devrait pas dépasser 30 ans pour les riches et les gens aisés, et 20 ans pour les pauvres.

En second lieu, Kautsky affirme que le chiffre des naissances illégitimes s'accroît en raison inverse avec la diminution du nombre des mariages ou le retard apporté dans leur célébration. Et ce résultat est au moins aussi déplorable que celui signalé précédemment, outre qu'il en est une des principales causes. Car, ou bien les enfants illégitimes restent à la charge de la mère qui, dans presque tous les cas, se suffit difficilement à elle-même, et constituent ainsi pour elle une charge trop lourde. Ou bien, ces enfants, abandonnés par leur mère qui ne peut les nourrir, sont recueillis par l'assistance publique et privés des joies reconfortantes de la famille.

Enfin Kautsky insiste sur l'influence pernicieuse qu'a le célibat sur le développement physique, in-

tellectuel et moral de l'homme. La physiologie, dit-il, reconnaît absolument que l'abstinence de tout commerce sexuel est nuisible aux hommes parfaitement formés. Si on lui objecte les inconvénients sociaux qu'entraîne avec lui le mariage, il se demande s'ils sont aussi grands que les inconvénients physiologiques qui sont la suite du célibat. Et à cette question. « La faim est-elle plus forte que l'amour ? » il déclare qu'on ne peut donner une réponse absolue pas plus en vertu de l'économie politique qu'en vertu de la physiologie. La statistique seule permet de décider à ce sujet. Mais il ne s'y arrête pas; il se borne à rappeler quels sont les inconvénients du célibat et il conclut hardiment : « Grands sont les inconvénients de la vie matrimoniale en comparaison avec le célibat, mais plus grands encore sont ses avantages (1). »

Que l'on se souvienne maintenant que la population a tendance à s'accroître au delà des moyens de subsistance, on arrive alors à ce résultat : ou bien la population suit cette tendance et il en résulte le malheur ou la misère ; ou bien l'homme réagit contre cette tendance, il ne conclut que des mariages tardifs ou il reste célibataire, et alors le malheur est encore plus grand. Il semble ainsi qu'il n'y ait pas d'espérance à avoir et que la perspective soit sans

1. KAUTSKY, *op. cit.*, p. 99.

issue. Mais Kautsky ne s'arrête pas là. Puisque le célibat et l'accroissement de population sont deux maux aussi grands, il faut que l'homme contracte mariage et qu'il limite le nombre de ses enfants. Et comme obstacle à la fécondité conjugale, Kautsky recommande le « praeventiven geschlechtlichen Verkehr », c'est-à-dire le commerce préventif.

Nous n'insisterons pas sur un point aussi délicat. D'ailleurs Kautsky lui-même est loin de voir en lui un remède universel aux maux qui affligent l'humanité. Il estime que dans l'état social actuel, la limitation de la fécondité conjugale est de nature à venir en aide aux travailleurs. Mais il croit bien plutôt que seule une transformation de la société dans le sens collectiviste soit susceptible de faire disparaître la misère.

Bebel (1).

Deux des plus grands continuateurs de la tradition marxiste, à coup sûr les deux chefs incontestés de la Social-démocratie allemande, Liebknecht et Bebel, n'ignorent pas la loi de population, encore que Liebknecht en parle sans y attacher une importance considérable. Pour lui, en effet, l'excès de population est une idée essentiellement relative. Vouloir

1. BEBEL. *La femme dans le passé, le présent et l'avenir.*
Trad. Ravé. Paris, 1891.

déterminer combien d'habitants un pays peut nourrir, et plus généralement à quel nombre d'hommes la terre peut fournir la subsistance, c'est tenter l'impossible. L'agriculture, comme l'industrie, se perfectionne sans cesse et il n'est pas possible d'assigner une limite à la capacité de rendement du sol ou aux progrès de la technique agricole. La question est donc oiseuse, et parler d'un excès de population, dans nos pays civilisés, c'est se servir d'une expression inexacte pour désigner l'injuste répartition de la richesse.

Bebel étudie de plus près le problème de la population, et il consacre à son examen d'amples développements de son livre : *Die Frau und der Sozialismus* (1883) (traduit en français sous le titre : *La femme dans le passé, le présent et l'avenir* (1891).

La peur de la surpopulation, dit Bebel, est déjà vieille, et cette peur s'est toujours manifestée dans les périodes de décadence. Quand Malthus lui-même formula sa loi, les découvertes d'Hargreave, d'Arkwright, venaient de révolutionner l'industrie anglaise, et particulièrement les industries du lin et du coton. En même temps que ces modifications profondes apportées à la technique de la production enlevaient le pain à des dizaines de milliers d'ouvriers, elles entraînaient une accumulation énorme du capital entre les mains des classes possédantes. A un pareil moment, ces classes dirigeantes devaient

nécessairement chercher à expliquer à leur manière un phénomène aussi contradictoire. « Le plagiat enfantin, superficiel et hypocritement déclamatoire de Malthus » s'offrit à elles. Elles ne trouvèrent rien de mieux que de rejeter la faute de la misère profonde des masses sur l'augmentation beaucoup trop rapide du nombre des travailleurs, et non sur le mode de production capitaliste ou l'accumulation du sol entre les mains des landlords.

Mais les circonstances qui poussèrent Malthus à édifier sa loi ne sont pas disparues, bien au contraire, elles se sont aggravées. On les retrouve, non pas seulement en Angleterre, mais dans tous les pays où le système de production capitaliste, en séparant le travailleur des instruments de production, concentre ceux-ci dans les mains des capitalistes et jette chaque jour dans la misère de nouvelles masses de prolétaires.

La misère, on peut donc l'affirmer, ne résulte pas de la pénurie des moyens d'existence mais de l'inégalité de leur partage qui fait que ceux-ci regorgent du superflu, alors que ceux-là manquent du nécessaire. D'autre part, la production capitaliste pousse à la procréation des enfants. Elle a besoin de bras, en effet, pour diriger ses machines, faire mouvoir ses outils. Avoir des enfants devient ainsi une sorte de calcul pour l'ouvrier : leur travail, par sa rémunéra

tion, couvre et au delà les frais minimes que lui cause leur entretien.

C'est pour cacher l'immoralité et le caractère funeste de ce système que les économistes, les idéologues bourgeois, comme les appelle Bebel, ont invoqué l'idée de la surpopulation. « Le capital, accusé reconnu innocent est sauvé, et le travailleur seul est le coupable (1). »

Il est bien vrai, comme le dit Bebel, que la peur de la surpopulation soit déjà vieille. Dès l'antiquité elle s'est manifestée et nous savons que Platon et Aristote étaient d'accord pour enseigner qu'on devait arrêter toute exubérance de la population. Mais il est faux que cette peur de la surpopulation soit toujours apparue dans les périodes de décadence. Peut-on sans injustice considérer comme telles les dernières années du XVIII^e siècle qui virent les grandes découvertes de la vapeur et des machines à filer et à tisser ? Que ces découvertes et leurs applications aient eu une répercussion fâcheuse sur la classe ouvrière ; qu'un grand nombre de travailleurs aient été déplacés par les nouvelles machines, nous ne saurions le nier. Mais il est non moins incontestable que ces inconvénients n'aient été que momentanés et que cette époque ait été le point de départ du

1. BEBEL. *La femme dans le passé, le présent et l'avenir*
Trad. Ravé, 1891. *Op. cit.*, p. 341.

développement considérable de l'industrie au cours du siècle dernier.

Quoiqu'il en soit, pour Bebel, la misère n'est pas la conséquence d'une pénurie des moyens d'existence ou d'alimentation, mais la suite de l'inégalité du partage de ceux-ci. Et pour bien établir et faire ressortir l'évidence de cette proposition, il envisage le problème sous son double aspect.

Tout d'abord Bebel étudie la loi du rendement décroissant en agriculture. Cette loi d'appauvrissement du sol, dit-il, est une lubie de Malthus. Elle a pu se justifier jusqu'à un certain point à l'époque où écrivait l'auteur de *l'Essai sur le principe de population*, lorsque l'agriculture était encore insuffisamment développée, mais elle est aujourd'hui universellement condamnée à la fois par la science et par l'expérience. Et à l'appui de sa thèse il invoque le témoignage d'un homme qui, à vrai dire, ne saurait être considéré comme un économiste, Liebig : « Quand la main-d'œuvre et l'engrais existent en quantité suffisante, le sol est inépuisable et donne d'une façon ininterrompue les plus riches récoltes (1). » Puis les trois quarts du globe terrestre ne sont pas encore en culture, et manquent du nombre d'hommes nécessaire pour les mettre en valeur, même d'une façon rudimentaire. En Afrique et en Asie, en Amérique

1. Voy. BEBEL, *op. cit.*, p. 345 et suiv.

même, se trouvent d'immenses espaces absolument incultes. La mer, aussi, doit entrer en ligne de compte par les richesses qu'elle est susceptible de fournir à l'alimentation. Enfin, et surtout, le sol cultivé n'est pas utilisé comme il devrait l'être. La Russie d'Europe pourrait nourrir 475 millions d'habitants; les États-Unis, vingt fois leur population actuelle, soit un milliard d'hommes; l'Amérique du Sud pourrait à elle seule nourrir quatre fois le nombre d'êtres humains aujourd'hui dispersés sur la terre entière. A un autre point de vue, tandis que le blé, dans un sol bien approprié, donne un produit de 20 pour 1, le riz, dans son pays d'origine, donne une récolte de 80 à 100 pour 1, le maïs, de 250 à 300 pour 1. Pour toutes ces denrées, la question est donc de les rendre les plus nutritives possible par la préparation. Que l'on ajoute à cela que l'intérêt personnel des producteurs va à l'encontre de l'intérêt général des consommateurs, et que les spéculateurs, dans les bonnes années, laissent les grains se perdre parce qu'ils poursuivent uniquement un but d'enrichissement et qu'ils savent que les prix augmentent quand la production diminue. Que l'on tienne compte encore de l'imperfection des moyens de transport et que l'on se représente que de ce fait, chaque année, en Russie par exemple, des milliers de quintaux de céréales sont perdus. Que l'on songe enfin que de nombreuses récoltes sont détruites, tous les ans, sans utilité

aucune, par les manœuvres militaires. On voit donc, conclut Bebel, qu'il « n'y a pas seulement lieu de nier la loi d'appauvrissement du sol, il faut ajouter qu'il y a en superflu des terres cultivables (1) ».

Ainsi la terre existe en quantité amplement suffisante pour assurer l'existence des hommes quelque grande que soit leur multiplication. D'ailleurs l'espèce humaine peut-elle se multiplier à son gré? Telle est la question que Bebel va examiner. Tout d'abord, dit-il, une observation s'impose: la population se multiplie plus rapidement là où elle est la plus pauvre. Les districts les plus pauvres de l'Allemagne sont aussi les plus peuplés: le Harz, la Thuringe, la Lusace, l'Erzgebirge, le Fichtelgebirge. La raison de cet accroissement rapide de la population pauvre est facile à saisir c'est que, comme l'a dit Virchow, « la jouissance sexuelle est avec la boisson son seul plaisir ».

Si l'on envisage maintenant non pas les populations les plus pauvres, mais l'espèce humaine, en général, on constate encore que l'instinct sexuel est tellement vivace et tyrannique chez l'homme, que la santé en souffre, s'il n'est pas satisfait. N'y a-t-il pas là une raison de craindre que la population ne se multiplie d'une façon excessive? Tel n'est pas l'avis de Bebel; pour lui, la satisfaction de l'instinct sexuel et la pro-

1. BEBEL, *op. cit.*, p. 353.

création sont deux choses essentiellement différentes. Il s'agit donc pour l'homme de limiter sa faculté de reproduction, tout en laissant libre cours à ses appétits. Le remède est ainsi, essentiellement différent de celui proposé par Malthus. Le genre de nourriture doit être pris en considération, mais avant tout, il faut envisager « que dans la société nouvelle, la situation de la femme sera complètement changée, qu'elle ne sera pas disposée à donner le jour à un grand nombre d'enfants, comme pour obéir à un décret de la Providence, qu'elle voudra jouir de son indépendance et de sa liberté, et non passer la moitié ou les trois quarts de ses plus belles années en état de grossesse ou avec des enfants au sein (1). » Et Bebel a entièrement foi dans son système. Il proclame que le problème de la régularisation du chiffre de la population dans l'avenir sera résolu de la façon la plus simple. Car, si jusqu'à présent, et à toutes les époques, en ce qui concerne la production comme la répartition des moyens d'existence et l'accroissement de la population, l'humanité a agi inconsciemment et sans connaître leurs lois, dans la société nouvelle elle agira méthodiquement et en pleine connaissance d'elles.

Un des adversaires de Bebel, examinant son œuvre, déclare que ses critiques sont mesquines et ne repo-

1. BEBEL, *op. cit.*, p. 360.

sent sur rien. Peut-être ne faut-il pas souscrire entièrement à ce jugement. Il est bien vrai que d'immenses étendues de terres sont encore incultes, et que la production des régions en exploitation peut être considérablement augmentée. Dans quelle mesure ? Il est impossible de le déterminer. Mais Bebel fait trop bon marché de la loi du rendement décroissant en agriculture. Cette loi est aussi réelle de nos jours qu'au moment où Malthus publia son *Essai*.

Quant à la faculté d'accroissement de l'espèce humaine, il faut convenir avec Bebel que cette faculté est plus développée là où la population est la plus pauvre. C'était déjà ce qu'enseignait Malthus. Mais il est permis d'espérer avec le chef de la Social-démocratie allemande que le genre d'alimentation, la situation nouvelle qui semble devoir être faite à la femme, et surtout l'augmentation du bien-être, peuvent avoir et ont une influence considérable sur la solution du problème de l'équilibre de la population. Toute la question est de savoir si ce résultat ne saurait être dû qu'à l'avènement de la société collectiviste.

Henry George (1).

En 1879 parut un ouvrage intitulé *Progress and Poverty*, dans lequel l'auteur se proposait de recher-

1. H. GEORGE. *Progrès et pauvreté*. Trad. Le Monnier. Paris, 1887.

cher « la loi qui associe la pauvreté au progrès, qui fait augmenter la misère avec la richesse » (1). A proprement parler Henry George, ne saurait être rangé parmi les socialistes. A l'encontre de ceux-ci, en effet, il reconnaît que les produits du travail humain peuvent être appropriés sans injustice par les producteurs ; il tient pour légitimes la propriété du capital et le revenu sans travail qui en résulte. Mais en même temps, il voit dans la propriété et la rente foncières les causes de tout le malaise économique ; il proclame pour chaque homme un droit inné à la jouissance de la terre et il affirme le droit de l'État de s'approprier la rente foncière sans dédommagement aucun pour les propriétaires.

Quoi qu'il en soit, en poursuivant le but qu'il s'était tracé dans son ouvrage, Henry George devait être amené à examiner la théorie de Malthus, cette loi, qui, dit-il dans la préface de son livre, « a exercé une grande influence dans toutes les directions, qui ne peut actuellement s'appuyer ni sur les faits, ni sur l'analyse, et qui, lorsque l'on veut la mettre à l'épreuve, se ruine d'elle-même, de fond en comble (2). »

Tout d'abord, Henry George étudie les causes du succès de la doctrine de Malthus. Ces causes se ramènent à des chefs différents. La première, c'est que

1. H. GEORGE, *op. cit.*, p. 10.

2. H. GEORGE, *op. cit.*, p. VIII.

sa loi semblait appuyée sur une vérité arithmétique indiscutable : il est bien évident, en effet, que la population, en augmentant continuellement, doit finir par dépasser ce que la terre peut fournir de nourriture, et, même en dernière analyse, d'espace. Puis elle est soutenue par des analogies existant dans le règne animal et végétal, où la vie lutte partout contre les barrières qui tiennent en échec les différentes espèces. Les faits eux-mêmes semblent la confirmer par l'accroissement rapide de la population dans les pays nouvellement exploités, la pauvreté et la misère plus grandes parmi les populations denses, le chiffre élevé de la mortalité dans les classes nécessiteuses, etc. Mais la grande cause du triomphe de cette doctrine réside surtout dans ce fait qu'elle était en harmonie avec les intérêts des classes privilégiées, effrayées par l'explosion de la Révolution française. A ces classes, la loi de Malthus, en donnant une cause naturelle au besoin et à la misère, semblait particulièrement agréable et rassurante. « Une théorie qui justifiait l'avidité du riche et l'égoïsme du puissant devait se répandre rapidement et prendre racine profondément (1). »

Pourtant, déclare Henry George, rien ne justifie la supposition que la population ait tendance à s'accroître plus rapidement que les moyens de subsis-

1. H. GEORGE, *op. cit.*, p. 93.

tance. Sans doute, il est bien vrai que parfois cette tendance existe et soit même très développée, mais ce sont là des cas particuliers desquels il faut se garder de tirer une conclusion hâtive. Malthus est tombé dans cette erreur. Il a commencé par poser son principe : la population a tendance à s'accroître en progression géométrique par périodes de vingt-cinq ans, alors que les subsistances ne peuvent être accrues au mieux qu'en progression arithmétique dans ces mêmes périodes. Et ce principe entièrement supposé, il n'a pas su le prouver, ni personne après lui. Comment l'aurait-on pu ? Si la tendance d'accroissement de la population est si forte, comment se fait-il que notre globe, depuis qu'il est habité, soit encore si peu peuplé ? Du reste, est-il exact que la population ait augmenté ? La population de l'Europe s'est accrue, assurément, pourtant il est certain que la Grèce, la Turquie, et peut-être aussi l'Espagne et l'Italie, ont été autrefois plus peuplées qu'elles ne le sont aujourd'hui. En Amérique, aussi, la population a augmenté. Mais en Afrique le contraire s'est produit : au temps des Pharaons, l'Égypte a compté une population énorme en comparaison de celle d'aujourd'hui. De même en Asie, où de vastes et opulentes cités ont fait place à des bourgs en ruines. Et, à côté de ces faits généraux, on peut faire place à d'autres faits particuliers, absolument en désaccord avec la prétendue tendance à l'accroissement de

Malthus : si la population devait doubler tous les vingt-cinq ans, les descendants de Confucius auraient dû, deux mille cent cinquante ans après sa mort, être 859.559.193.106.709.670.198.710.528, alors qu'ils atteignaient à peine le chiffre de 22.000 (1).

Que l'on examine maintenant l'Inde, la Chine et l'Irlande, qui sont les pays où le plus grand nombre d'habitants sont morts de faim ou sont réduits à l'extrême misère, et que l'on se demande si c'est bien là un résultat de l'excès de population. La Chine et l'Inde sont loin d'être les pays où la population soit la plus dense. Si l'on s'en rapporte aux statistiques de Behm et Wagner, l'Inde n'a que 132 habitants par mille carré et la Chine 119, alors que la Saxe compte 442 habitants par mille carré, la Belgique 441, l'Angleterre 422. Il y a donc dans ces pays de grands espaces incomplètement occupés, et si l'on songe à la méthode de travail encore grossière et peu productive des habitants on peut dire qu'une population plus nombreuse pourrait y vivre aisément. La misère et la famine qui font de si terribles ravages dans ces régions ne sont ainsi pas dues à un excès de population, mais bien plutôt aux vices de l'organisation sociale. Dans l'Inde d'aujourd'hui, comme dans celle d'autrefois, c'est seulement en n'ayant qu'une vue superficielle des choses qu'on

1. H. GEORGE, *op. cit.*, 105,

peut attribuer le besoin et la famine à l'excès de population et à l'incapacité du sol de produire assez. Si les cultivateurs pouvaient conserver leur petit capital, s'ils pouvaient échapper à cette saignée qui, même dans les années moyennes, réduit de grandes masses d'entre eux à vivre avec moins qu'il n'en faut aux cipayes, moins que n'en donne aux prisonniers l'humanité anglaise, l'industrie se renouvellerait, prendrait des formes plus productives et suffirait certainement à nourrir une population plus considérable. Il y a encore dans l'Inde de grands espaces incultes, de grandes ressources minérales non employées, et il est certain que la population de l'Inde n'a pas atteint et n'a jamais atteint dans les temps historiques la limite réelle que lui imposent les ressources du sol pourvoyant à sa subsistance, ni même le point où ces ressources diminuent avec l'accroissement des emprunts qu'on y fait. La cause réelle de la misère dans l'Inde a été et est encore la rapacité de l'homme et non l'avarice de la nature (1).

Et ce qui est vrai de l'Inde l'est également de la Chine. La Chine, elle aussi, est capable de nourrir une population beaucoup plus considérable, et l'extrême pauvreté des basses classes est due, non pas à un excès de population, mais à des causes semblables à celles qui agissent dans l'Inde : à l'insécurité la plus complète et à l'oppression du gouvernement.

1. H. GEORGE, *op. cit.*, p. 114.

En ce qui concerne l'Irlande, il convient encore de faire observer que là non plus la population n'a jamais été tellement dense que les forces du pays ne puissent assurer sa subsistance. Pas plus en Irlande que dans l'Inde ou la Chine, la sécurité n'existait. Les fermiers qui entreprenaient la culture n'osaient apporter d'améliorations au sol dans la crainte de voir le prix de leurs fermages aussitôt augmenté. Le travail se faisait d'une manière improductive et souvent ruineuse. Les produits allaient aux propriétaires absents, ils formaient pour eux une sorte de tribut, une rente, sans qu'ils contribuassent en aucune façon aux charges et aux frais de culture. Aussi, la plus grande partie des Irlandais vivaient-ils dans une profonde misère, se couvrant de haillons, se nourrissant presque exclusivement de pommes de terre, de telle sorte que lorsque survint la maladie de la pomme de terre, ils périrent par milliers.

Et pour les autres pays, il en est de même que pour l'Inde, la Chine et l'Irlande. « Autant que nous le permet l'état actuel de notre connaissance des faits nous pouvons nier en toute sécurité que l'excès de population par rapport aux moyens de subsistance, ait jamais été tel qu'il ait produit le vice et la misère, que l'accroissement du nombre ait jamais amoindri la production relative de la nourriture (1). »

1. H. GEORGE, *op. cit.*, p. 121.

Si maintenant nous passons de l'étude des faits à celle des analyses que l'on a pu citer à l'appui de la thèse de Malthus, nous voyons, dit Henry George, que celles-ci ne sont pas plus concluantes. Aussi bien dans le règne animal que dans le règne végétal, les espèces tendent à pulluler et pullulent, en réalité, lorsque leur développement n'est pas entravé au delà de leurs moyens de subsistance. Mais faut-il en conclure que la population tende, elle aussi, à dépasser les moyens de subsistance, et que son accroissement n'ait d'autre limite que la misère et la famine qui la ramènent constamment au niveau de ces moyens de subsistance? Il faut tout d'abord observer que c'est des règnes animal et végétal que l'homme tire sa nourriture et que si leur force de reproduction est plus grande que celle de l'homme, cela prouve tout simplement que les moyens de subsistance croissent plus vite que la population. Dès lors jamais l'augmentation de la population n'excèdera les moyens de subsistance. D'ailleurs il existe entre l'homme et les autres êtres vivants une différence qui détruit toute analogie. Les animaux, en effet, ne s'accroissent qu'aux dépens de leur nourriture et lorsqu'ils ont atteint les limites que leur imposent leurs moyens de subsistance, leur nourriture doit augmenter avant qu'eux-mêmes n'augmentent. Au contraire, l'accroissement du nombre des hommes implique que l'accroissement de leur nourriture. « Là est la

différence entre l'animal et l'homme. Le geai et l'homme mangent les poulets, mais plus il y a de geais, moins il y a de poulets, tandis que plus il y a d'hommes, plus il y a de poulets (1). » L'analogie que l'on a voulu trouver entre l'homme et les autres espèces se trouve donc fausse. Pendant que les végétaux et les animaux luttent contre les limites de la subsistance, l'homme ne peut les atteindre tant qu'il n'a pas atteint les limites du globe. Ce danger, lui-même, cette limitation de l'espace est chimérique. L'homme, en effet, est un animal, mais il est « un animal plus quelque chose d'autre. » Il lui faut de la nourriture et un abri comme aux bêtes, comme elles il a des instincts de reproduction qui tendent à s'affirmer. Mais ces désirs qu'il partage ainsi avec les animaux, il les raffine et les élève. Puis il cherche à connaître les lois qui régissent les choses. Et ainsi il maîtrise l'animal, il se développe, il étend ses forces.

Peut-on dès lors admettre qu'il y ait analogie entre l'homme et les autres espèces? Pas plus qu'elle ne s'accorde avec les faits, la théorie de Malthus ne repose sur une analogie. Bien plus, elle a même les faits contre elle. Les pays les plus riches sont ceux où la population est la plus dense. Et la raison en est évidente. Plus la population est dense, plus le travail est subdivisé et les économies de production

1, H. GEORGE, *op. cit.*, p. 124.

et de distribution grandes. Un nombre plus grand d'individus produira toujours une somme proportionnellement plus grande de richesse, et fournira de quoi satisfaire plus complètement à leurs besoins que ne le ferait un petit nombre. Donc, c'est le contraire même de la théorie de Malthus qui est la vérité. « J'affirme que dans un état donné quelconque de civilisation, un plus grand nombre d'individus peuvent collectivement être mieux nourris qu'un plus petit. J'affirme que c'est l'injustice de la société et non l'avarice de la nature qui est la cause du besoin et de la misère que la théorie courante attribue à l'excès de population. J'affirme que les nouvelles bouches qu'un accroissement de population appelle à l'existence ne demandent pas plus de nourriture que les anciennes, et que les mains qui les accompagnent peuvent, dans l'ordre naturel des choses, produire davantage. J'affirme que, les autres circonstances étant égales, plus grande est la population, plus grande serait l'aisance qu'une distribution équitable de la richesse donnerait à chacun. J'affirme que dans un état d'égalité, l'accroissement naturel de la population tendrait constamment à rendre les individus plus riches et non plus pauvres (1). »

Ainsi d'après Henry George, la densité de la popu-

1. H. GEORGE, *Lov. cit.*, p. 134.

lation d'un pays est la mesure de sa richesse, et le seul argument sur lequel il s'appuie, c'est la division du travail. Mais nous avons déjà montré précédemment qu'à la division du travail aussi s'imposent certaines limites que l'on ne saurait franchir sans inconvénients. Dès lors la base même de sa théorie est des plus fragiles, sans compter que sa doctrine ne résiste pas à un examen quelque peu approfondi. Car il faut bien tenir compte de la loi du rendement décroissant en agriculture, et si l'on admet que chaque homme est par lui-même une force productive de richesses, il faut bien convenir que cette force n'est pas toujours à même de s'exercer : l'enfant et le vieillard consomment et ils ne produisent rien.

CONCLUSION

Dans le cours de cette étude, nous avons vu combien étaient différentes les opinions des principaux représentants des doctrines socialistes. Les uns acceptent la loi de population, tout en modifiant les conclusions de Malthus ; d'autres en contestent le bien-fondé ; d'autres, enfin, la rejettent complètement avec les accusations les plus calomnieuses et les injures les plus grossières à l'adresse de son auteur. Il est donc difficile de porter un jugement d'ensemble qui puisse s'appliquer au socialisme tout entier.

La population a tendance à s'accroître en progression géométrique, par périodes de vingt-cinq en vingt-cinq ans, les subsistances ne peuvent être accrues au mieux pendant ces mêmes périodes que suivant une progression arithmétique. Tel est le principe. Peut-être convient-il d'y apporter quelques réserves. La pression constante de la population sur les moyens de subsistance n'est pas un phénomène universel. La

statistique, en effet, démontre que la natalité tend à se ralentir chez tous les peuples, à mesure qu'ils progressent en bien-être, et même dans une société déterminée, l'accroissement des familles appartenant aux classes supérieures ou aisées est moindre que celui des familles de la classe inférieure. Ce n'est pas, comme le disait Herbert Spencer, parce que « l'énergie de l'appétit de la génération », le mobile physiologique va s'affaiblissant chez elles. C'est bien plutôt parce que le mobile de l'intérêt, le mobile économique agit avec plus d'efficacité pour le contenir. Puis les lois de la variété et de la substitution des besoins nous ouvrent aussi quelque perspective de pouvoir satisfaire à un nombre grandissant d'entre eux.

Ce n'est pas à dire, cependant, que la loi de Malthus ne soit réelle. Peut-être l'énorme accroissement de la richesse dans la seconde moitié du XIX^e siècle a-t-il eu pour conséquence de refouler au second plan le problème de la population et lui a-t-il substitué cet autre problème : trouvera-t-on toujours des débouchés à la production ? la demande correspondra-t-elle à une offre sans cesse croissante ? Mais la question s'est posée à nouveau durant les périodes de crises. Et d'ailleurs, il n'en est pas moins évident que la terre ne peut nourrir un nombre indéfini d'hommes. Si lointaine que puisse être la survenance d'une surpopulation, il faut cependant l'envisager.

Pour prévenir cet excès de population, Malthus recommande la contrainte morale. Mais faut-il voir en elle une sorte de panacée universelle, qui doive à jamais écarter tous les maux dont souffre l'humanité ? Nous ne le croyons pas, d'autant plus qu'il ne semble pas qu'il faille beaucoup compter sur la pratique de cette vertu de la part des classes tout à fait inférieures, des miséreux. Pourquoi s'abstiendraient-ils du mariage s'ils ne sont pas arrachés d'une situation sans espoir ? Ce qu'il faut donc, c'est leur assurer une protection plus grande qui leur permette de mettre quelque chose de côté pour les périodes de chômage et leur vieillesse. Mais dans cette voie, nous ne saurions aller jusqu'à demander que l'État prit à sa charge l'entretien et l'éducation des enfants. Bien au contraire, le devoir pour les parents d'entretenir et d'éduquer les enfants qu'ils ont mis au monde, jusqu'à l'âge où ils deviennent aptes au travail, nous semble la plus importante de toutes les barrières contre un accroissement intempestif de la population. Et si cette barrière ne peut être supprimée, nous ne croyons pas même qu'il puisse être question de l'abaisser. Ce qu'il faut, c'est agir sur l'initiative et l'activité propre des travailleurs, c'est répandre dans la masse les principes des plus élémentaires de l'économie politique, c'est élever son niveau intellectuel et moral.

Là, croyons-nous, est la solution du problème de

la population, bien plus que dans une réglementation arbitraire et odieuse. De même toutes les spéculations qui ont été faites sur le changement de vie qui serait la conséquence d'une organisation sociale nouvelle n'ont que la valeur de conjectures et d'inductions hâtives. En accordant même quelque prix à ces suppositions, il faudrait qu'avant leur réalisation trop de générations se succédassent.

Que l'on ne nous accuse pas de vouloir laisser les pauvres périr de misère et de faim. L'assistance privée, croyons-nous, interviendra toujours, et ces interventions il n'est personne qui ne puisse ni ne doive les encourager. L'État et les autres personnes publiques, eux-mêmes, ont place dans une intervention pour suppléer ou soutenir l'assistance privée. Mais nous ne pensons pas que cette assistance doive se répandre d'une manière certaine, systématique, à tel point que le pauvre, quelle que soit sa conduite, puisse y compter avec confiance ; elle doit être faite avec choix et d'une manière purement occasionnelle.

Vu : le Président de la thèse
DESCHAMPS

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE. p. 5-6

INTRODUCTION

La loi de Malthus ; les deux progressions, p. 7. — Les différents obstacles à l'accroissement de population, p. 8. — La contrainte morale, p. 8-9. — Les critiques, p. 9. — Bastiat, p. 9-10. — Carey, p. 11. — P. Leroy-Beaulieu, p. 11-12. — Les socialistes, p. 12. — Division, p. 12.

PREMIÈRE PARTIE

LES SOCIALISTES DU COMMENCEMENT DU XIX^e SIÈCLE

I. — Godwin.

L'Essai sur la Justice politique, p. 15-16. — La première édition de l'Essai sur le Principe de population, p. 17. — Succès de l'ouvrage, p. 18. — La seconde édition de l'Essai, p. 18. — L'Inquiry on Population, p. 19. — Recherches sur les conditions de l'accroissement de l'espèce humaine, p. 20-21. — L'accroissement de la population aux États-Unis, p. 22-23. — Les obstacles à l'accroissement de population ; les mauvais gouvernements, p. 24-27. —

La terre pourra-t-elle nourrir une population sans cesse croissante, p. 28. — Critique du système de Godwin. Sa partialité et son injustice, p. 29-30. — Le peu de cas qu'il fait de la contrainte morale, p. 30-31. — Importance exagérée donnée aux mauvais gouvernements, p. 32. — Godwin n'a pas su pressentir l'accroissement de population qui s'est manifesté au xix^e siècle, p. 32.

II. -- Thompson.

Hall. Owen, p. 33. — Thompson proclame que la capacité d'accroissement de la population est plus grande que la capacité d'accroissement des moyens de subsistance, p. 34. — Mesures proposées par Thompson pour faire disparaître cette source de misère, p. 35-37. — Leur insuffisance reconnue par Thompson lui-même, p. 37. — La réglementation des mariages, p. 38. — Critique : insuffisance de cette réglementation ; atteinte à la liberté, p. 38-39.

III. — Fourier

Importance du problème de la population, p. 39-40. — Insuffisance de l'émigration comme moyen d'équilibre proposé, p. 40. — Les quatre remèdes à l'excès de population, p. 41-44.

SECONDE PARTIE

LES DOCTRINES SOCIALISTES DES ENVIRONS DE 1840

Caractère distinctif de ces doctrines, p. 45.

I. — Cabet.

Le voyage en Icarie, p. 46-47. — La colonisation, débouché ouvert à l'excès de population, p. 47. — Son insuffisance, p. 48.

II. — Pierre Leroux.

La population d'un pays mesure de sa richesse, p. 49. — L'excès de population et les Economistes, p. 50. — La théorie du Circulus, p. 51-53.

III. — Louis Blanc.

Critique de la société économique actuelle caractérisée par la concurrence, p. 53-56. — L'organisation du travail, les ateliers sociaux, p. 56-57. — L'impossibilité d'un excès de population résultat du travail organisé, p. 58. — Optimisme exagéré de Louis Blanc, p. 59.

IV. — Proudhon.

La contradiction économique, p. 60-62. — La misère est anticipée dans l'état sauvage, p. 63 ; dans la civilisation, p. 63-66. — Le problème de l'équilibre de la population p. 67. — La loi de Malthus, p. 67. — Proudhon la repousse parce que c'est une contrainte, p. 68 ; une accusation contre la Providence, p. 68 ; elle est impraticable et impuissante, p. 69. — Les Néo-Malthusiens, p. 69. — La théorie de Proudhon doublement de la population et quadruplement de la richesse par périodes variant de 14 à 1000 ans et au delà, p. 69-70. — Quelle est la cause qui influe sur l'allongement de cette période : l'aggravation du travail, p. 70-71. — Comment elle se reporte sur la population, p. 72. — Critique, p. 73.

TROISIÈME PARTIE

LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE : LE MARXISME

La caractéristique du socialisme scientifique, p. 75-76.

I. — Lassalle.

La loi d'airain, p. 77. — Le discrédit dans lequel elle est tombée aujourd'hui, p. 78. — Le taux des salaires et le mouvement de la population, p. 78.

II. — Rodbertus.

Comment le problème se pose pour Rodbertus, p. 79. — La loi du rendement décroissant du sol, p. 79-80.

III. — Marlo.

Reconnaissance de la loi de Malthus, p. 81. — Les objections qu'elle soulève : elle ne tient aucun compte des institutions, p. 81 ; de la contrainte légale, p. 82-83. — Les obstacles proposés sont insuffisants, p. 83-84 ; contraires à la justice, p. 84-85. — Les remèdes proposés par Marlo, p. 85-86.

IV. — Dühring.

Attaques personnelles, p. 86-87. — L'accroissement de la population est une augmentation des forces productives, p. 88-90.

V. — Karl Marx.

Le plagiat de Malthus, p. 90-93. — La loi de population du mode de production capitaliste. La vente et l'achat de la force travail, p. 93-94. — La plus-value, p. 94-95. — Capital constant et capital variable, p. 95-96. — Le machinisme, p. 97. — Ses conséquences funestes : la mise en disponibilité d'un certain nombre de travailleurs, p. 98. — L'encouragement du travail des femmes et des enfants, p. 99. — Les crises, p. 99-101. — L'armée de réserve

industrielle, p. 101-103. — Critique de la doctrine de Marx p. 103-104. — La théorie de la compensation, p. 104-107. — La périodicité des crises et les faits, p. 108-110. — Surpopulation absolue ou surpopulation relative, p. 110-111.

VI. — Engels.

Malthus et l'abrogation du devoir d'assistance, p. 112-113. — Confusion entre Malthusianisme et Néo-Malthusianisme, p. 113. — La loi de population du mode de production actuel ; renvoi, p. 114.

QUATRIÈME PARTIE

LE SOCIALISME CONTEMPORAIN

I. — Kautsky.

Vérité du principe formulé par Malthus, p. 116. — Insuffisance de la contrainte morale, p. 117-199. — Ses dangers, p. 119-121. — Le « praeventiven geschlechtlichen Verkehr », p. 122.

II. — Bebel.

La peur de la surpopulation s'est toujours manifestée dans les périodes de décadence, p. 123-125. — La misère est le résultat de l'inégalité du partage des moyens d'existence, p. 126. — La loi du rendement décroissant en agriculture est une lubie de Malthus, p. 126. — La terre est amplement suffisante pour assurer l'existence des hommes, p. 126-128. — L'accroissement de la population, p. 128. — La condition qui sera faite à la femme dans la société nouvelle sera une garantie contre le danger de la surpopulation, p. 129.

III. — Henry George.

Les causes du succès de la théorie de Malthus, p. 131. —

Les faits, p. 132-136. — Les analogies, p. 137-138. — La densité de population d'un pays est la mesure de sa richesse, p. 139-140.

Conclusion.

La réalité de la loi de Malthus, p. 141-142. — Comment prévenir l'excès de population, p. 143-144.

TABLE DES MATIÈRES p. 145

